

# MÉDIA CE

LE MAGAZINE DES ELUS DE CSE  
& DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

18<sup>ÈME</sup> ÉDITION

## L'ESSENTIEL DU CSE

LE GUIDE DE RÉFÉRENCE  
DES ÉLUS CSE

HORS SÉRIE N°18

**FONCTIONNEMENT DU CSE**  
**RÔLE ÉCONOMIQUE**  
**CONSOMMATION**  
**SERVICE AUX SALARIÉS**  
**LOISIRS/VOYAGES**

L'ESSENTIEL N° 18 - 40 €



[www.mediace.fr](http://www.mediace.fr)





**CE Consultant**

## *Les clés du dialogue social*

CE Consultant assiste les comités d'entreprise de toute taille et de toute sensibilité depuis plus de 20 ans, partout en France, dans les missions d'expertise comptable, de conseil et de formation.

### **APPROCHE PRAGMATIQUE**



CE Consultant garantit une approche soucieuse et respectueuse de la culture d'entreprise et du dialogue social

### **ÉQUIPE PLURIDISCIPLINAIRE**



Professionnels qualifiés et investis : spécialistes en stratégies et relations sociales, juristes et experts-comptables

*Des experts qui s'engagent auprès des élus grâce à :*

*Des informations claires, une analyse objective*

*Des avis argumentés*

*Une expertise de la négociation*

*Cabinet d'expertise comptable  
spécialisé auprès des comités d'entreprise*



2 avenue de Corbera 75012 Paris

01 70 01 71 01

[contact@ce-consultant.com](mailto:contact@ce-consultant.com)

[www.ce-consultant.com](http://www.ce-consultant.com)

44 rue Garibaldi  
94100 Saint-Maur-des-Fossés  
Tél. 01 41 81 03 20  
E-mail : [info@mediace.fr](mailto:info@mediace.fr)

## Directeur

Jean-Pierre Sarbit ([jpsarbit@mediace.fr](mailto:jpsarbit@mediace.fr))

## Rédacteur en chef

Erick Inglevert ([einglevert@mediace.fr](mailto:einglevert@mediace.fr))

## Rédaction

Valérie Appert, Martine Guilcher,  
Sarah Cohen, Njaka R J

## Les experts

Didier Forno, président du groupe Ceolis  
Abdel Benchabbi, président de CE Consultant  
Jean-Philippe Hafayed, président Sondage CSE  
Julien Sportes, président de Tandem

**Maquette :** William Arfi, Stéphane Boukhobza

**Crédits photos :** Photolia - Shutterstock

**Service lecteurs :** Tél. 01 41 81 03 20

**Service abonnement:** Nathalie ([nathalie@mediace.fr](mailto:nathalie@mediace.fr))

Myriam ([myriam@mediace.fr](mailto:myriam@mediace.fr))

Tél. 09 71 22 45 82 (prix d'un appel local)

**Régie publicitaire:** MédiaCE Régie

Service publicité print : [publicite@mediace.fr](mailto:publicite@mediace.fr)

## Service publicité web :

Laetitia Azoulay, [laetitia@mediace.fr](mailto:laetitia@mediace.fr)

Fauste Kpenou, [fauste@mediace.fr](mailto:fauste@mediace.fr)

Slim Mokni, [slim@mediace.fr](mailto:slim@mediace.fr)

*Imprimeur : Impression Garosud  
Labellisé Imprim'Vert pour le respect de  
l'environnement*

Routeur : Sudroutage - Nîmes

ISSN n° 1636-3191

Abonnement : 1 an (5 numéros + 2 HS) 120 €

Les Éditions du Pré

R.C.S. B 442 704 904 Créteil

SARL de presse au capital de 14 350 €

éditeur de Média CE Magazine

Siège social : 44 rue Garibaldi

94100 Saint-Maur-des-Fossés

Dépôt légal : Juin-Juillet 2020 - Diffusion nationale



# é d i t o



Vous ne l'emporterez peut-être pas à la plage mais notre hors-série vous accompagnera certainement dès la rentrée dans vos activités d'élus de CSE. Depuis sa création, ce guide suit l'évolution des produits et des services dédiés aux comités d'entreprise dans un premier temps et aujourd'hui aux comités sociaux et économiques. Parvenu à sa dix-huitième édition, il n'a cessé de s'enrichir. Pour Média CE, il s'agit d'éclairer vos choix dans des domaines qui vous sont essentiels : le fonctionnement du CSE (quelle documentation juridique privilégier ? Comment suivre une formation et mieux connaître ses missions ?), la consommation bien sûr (Comment réussir ses achats groupés ?) et les loisirs comme l'organisation d'un arbre de Noël ou d'un séjour en hôtellerie de plein air.

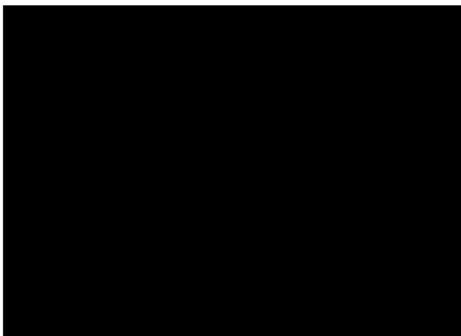
Depuis des années, ce hors-série vous propose une sélection de prestataires. Il les répertorie par catégorie et ouvre ses colonnes à certains d'entre eux, afin qu'ils se présentent eux-mêmes. Notre site internet ([www.mediace.fr](http://www.mediace.fr)) permet de mettre à jour régulièrement la liste de ces prestataires. Dans cette version papier nous avons souhaité vous dresser un panorama des différents secteurs où vous intervenez. Comme des fiches pratiques. Celles-ci vous aideront, au mieux à trouver des réponses, tout au moins à vous poser les bonnes questions. Comment bien choisir son logiciel de gestion pour le bon fonctionnement du CSE ? En matière de colis gourmands, sur quels critères déterminer le meilleur prestataire ?

Notre hors-série permet de répondre en grande partie à ces interrogations. N'hésitez pas à vous rapprocher de notre service « lecteurs » : il saura vous donner la réponse la plus appropriée aux besoins de votre comité social et économique.

Bonne lecture.

Hors-série de la revue Média Ce N° 89  
Essentiel N° 18

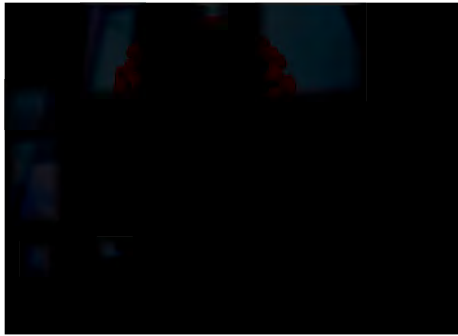
# SOMMAIRE



FONCTIONNEMENT

**DOCUMENTATION  
JURIDIQUE**

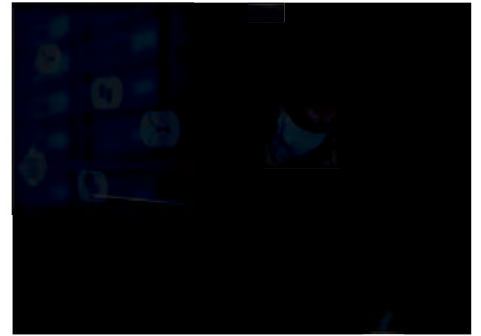
P.6



LE CAHIER DES EXPERTS

**LE RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE  
DU CSE DANS LA CRISE DU COVID-19**

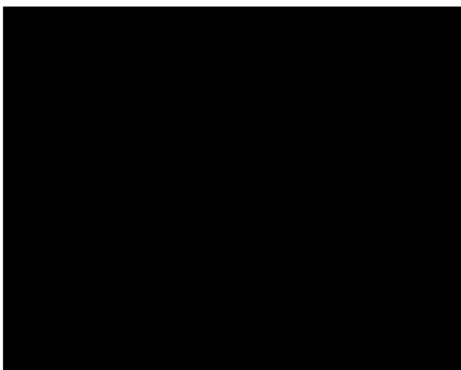
P.16



FONCTIONNEMENT

**LOGICIELS DE  
GESTION, INTERNET**

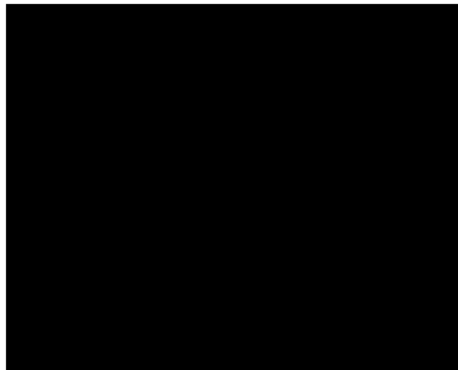
P.22



CONSOMMATION

**COLIS GOURMANDS**

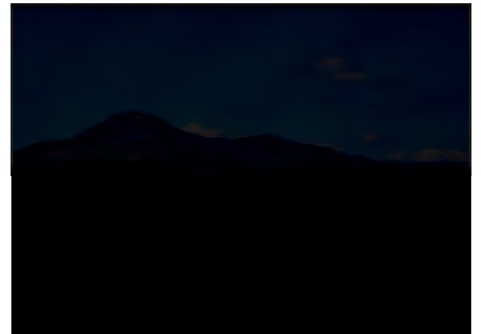
P.31



LOISIRS

**ARBRE DE NOËL**

P.36



CITY BREAK

**NICE, L'ART ET L'ARCHITECTURE  
SOUS LE SOLEIL**

P.40

# Un CSE bien assuré, ce sont des employés assurés d'avoir le meilleur des CSE.



## ASSURANCE COMITÉS SOCIAUX ET ÉCONOMIQUES

En assurant votre CSE à la MAIF, vous bénéficiez d'un contrat sur mesure et d'une gestion administrative simplifiée. Ainsi, bien accompagné, vous pouvez vous consacrer au développement des activités pour les salariés. Rendez-vous sur [maif.fr/cse](http://maif.fr/cse)

**☎ 09 78 97 98 99**

Hors DROM. Appel non surtaxé, coût selon opérateur.

**#ChaqueActeCompte**



assureur militant

# DOCUMENTATION JURIDIQUE

Ces dernières années, les ouvrages et revues papier ont tendance à disparaître des locaux du CSE. Les élus les ont délaissés, préférant aller chercher l'information sur Internet.

## DUNOD EDITEUR

5 rue Laromiguière  
75005 PARIS  
Editeur droit social  
Le CSE au quotidien.

## EDITIONS DALLOZ

31-35 rue Froideveau  
75014 PARIS  
Editeur de Codes

## EDITIONS FRANCIS LEFEBVRE

42 rue de Villiers  
92300 LEVALLOIS PERRET  
Guide juridique.

## EDITIONS LAMY

1 rue Eugène et Armand Peugeot  
92856 RUEIL MALMAISON CEDEX  
Votre partenaire pour  
l'information juridique !

## EDITIONS TISSOT

9 rue du Pré Paillard  
Parc des Glaisins  
74940 ANNECY LE VIEUX  
Guide juridique.

## GROUPE REVUE FIDUCIAIRE

100, rue La Fayette  
75010 PARIS  
www.grouperf.com  
Guides juridiques

## INFO PRESSE

4 avenue Laurent Cély  
92600 ASNIERE SUR SEINE  
Abonnement presse ce

## LES EDITIONS LEGISLATIVES

80 avenue de la Marne  
92546 MONTROUGE CEDEX  
Guide juridique.

## LIAISONS SOCIALES

1 rue Eugène et Armand Peugeot  
92856 RUEIL MALMAISON CDX  
Votre partenaire pour  
l'actualité sociale

## L'ESSENTIEL DES CE

44 rue Garibaldi  
94100 Saint-Maur-des-Fossés  
Tél. 01 41 81 03 20  
info@mediace.fr  
www.mediace.fr

Annuaire des prestataires spécialisés  
auprès des comités d'entreprise

## MEDIA CE MAGAZINE

44 rue Garibaldi  
94100 Saint-Maur-des-Fossés  
Tél. 01 41 81 03 20  
info@mediace.fr  
www.mediace.fr  
Presse spécialisée CE.

## LE SPECIAL LOISIRS

44 rue Garibaldi  
94100 Saint-Maur-des-Fossés  
Tél. 01 41 81 03 20  
info@mediace.fr  
www.mediace.fr  
Edition réservée aux voyages et aux  
loisirs des comités d'entreprise.

## MEMENTO CE

ZI Les Paluds - 5 avenue du Millet  
13785 AUBAGNE CEDEX  
70 av. du Général de Gaulle  
92058 Paris La Défense cedex  
Guide des salons CE.



## UNE DOCUMENTATION DE BASE NÉCESSAIRE

Pour exercer au mieux leurs missions, les représentants du personnel doivent se constituer une documentation juridique de base. Outre un code du travail et de la sécurité sociale, un ouvrage est indispensable. En effet, plusieurs éditeurs proposent des ouvrages qui analysent le droit social en y incluant toutes les normes juridiques : loi, jurisprudence, circulaires administratives. Sur ce marché, on trouve des ouvrages généralistes s'adressant à tous les praticiens du droit au sein de l'entreprise, d'autres ciblent plus spécifiquement les directions et quelques-uns sont conçus pour les seuls représentants du personnel.

Le droit devenant de plus en plus complexe, des ouvrages sur des sujets plus pointus sont également proposés, qu'il s'agisse de la paie, de la protection sociale, de l'expatriation ou de la gestion du personnel. Si les élus de grandes entreprises peuvent voir un intérêt à les acquérir, ceux de structures moyennes ou petites doivent faire le choix plutôt d'un ouvrage généraliste.

Mais avant de souscrire un abonnement, n'hésitez pas à demander à l'éditeur de faire un essai de quelques mois pour vous familiariser avec la structure de l'ouvrage et, surtout, pour vérifier que son contenu

correspond bien à vos besoins. Il existe des ouvrages se présentant sous forme de brochures avec des mises à jour régulières afin d'y intégrer les évolutions législatives, réglementaires ou jurisprudentielles. D'autres, en feuillets mobiles, nécessitent qu'ils soient scrupuleusement actualisés, en remplaçant les pages obsolètes. A défaut, l'information peut être erronée. Pour les représentants du personnel qui sont résolument tournés vers le numérique, tous ces ouvrages sont également disponibles sur Internet. L'abonnement proposé par les éditeurs permet aujourd'hui d'avoir accès à l'ouvrage désiré en ligne.

Tous les éditeurs ont ainsi conçu des sites sur lesquels leurs abonnés peuvent consulter l'ouvrage auquel ils ont souscrit.

## DES INFORMATIONS RÉGULIÈRES

Au-delà de cette documentation technique de base, les représentants du personnel devraient aussi se tenir informés régulièrement, à la fois sur l'actualité juridique, les évolutions qui se dessinent à travers le travail des parlementaires ou l'offre des prestataires des comités sociaux et économiques.

En outre, ces revues relatent des pratiques de CSE et traitent des questions touchant à la gestion des activités sociales et culturelles. C'est le cas de Média CE dont la ligne éditoriale présente la particularité d'aborder tant les questions juridiques nécessaires à l'exercice des missions économiques des membres du comité que celles liées aux activités sociales et culturelles. Comme pour les ouvrages de base, toutes ses revues ont également un site internet, complétant ainsi l'information de ses abonnés. Quant aux organisations syndicales, elles ont également des revues et ouvrages pour les représentants du personnel. Les frais d'abonnement à ces ouvrages et revues sont à imputer directement sur le budget de fonctionnement du comité, à l'exception de ceux des documentations diffusées par les organisations syndicales (Cass.soc., n°11-10825, 27 mars 2012.)

## UNE DOCUMENTATION OFFICIELLE

Enfin, pour les élus qui souhaitent aller à la source de certaines informations officielles, ils peuvent y avoir facilement accès sur Internet :

- Assemblée nationale ou Sénat pour l'activité législative,
- ACOSS et URSSAF pour les circulaires concernant notamment les bons d'achat,
- Ministère du Travail pour les circulaires commentant la loi,
- Journal Officiel pour vérifier la publication d'une loi ou d'un décret,
- La Jurisprudence pour imprimer le contenu d'une décision de justice.

Le site de « Legifrance » rassemble à lui seul le Journal Officiel, l'activité législative des deux chambres, le code du travail et de la sécurité sociale ainsi que la jurisprudence.





## FORMATION, ASSISTANCE, CONSEILS AUX ÉLUS

Lorsque l'on vient d'être élu membre du comité social et économique, il est indispensable de connaître les missions que l'on va exercer. Une formation s'impose. La loi d'ailleurs offre une telle possibilité. Mais il est aussi primordial, au cours du mandat, de suivre une formation sur un sujet particulier auquel le comité se trouve confronté...

### SE FORMER, UNE NÉCESSITÉ

Une formation économique de cinq jours ouvrables est de droit pour tous les membres titulaires du CSE. Renouvelable tous les quatre ans, elle est réservée aux seuls titulaires.

Dispensée sur le temps de travail avec maintien intégral du salaire, cette formation doit être financée sur le budget de fonctionnement du CSE.

L'employeur ne peut pas refuser que les représentants du personnel bénéficient de cette formation, sauf s'il obtient l'avis conforme du CSE. Quant aux suppléants, ils peuvent également suivre cette formation, dès lors que :

- Le comité en assure le financement,
- L'employeur accorde une autorisation d'absence,
- La question du maintien de la rémunération est réglée, puisque l'entreprise n'est pas légalement tenue de payer les salaires des suppléants partis en

formation. En outre, les représentants du personnel bénéficient de 12 jours de congé de formation économique, sociale ou syndicale. Ce congé peut être pris en une ou plusieurs fois, avec un minimum de deux jours consécutifs.

### SE FORMER TOUT AU LONG DU MANDAT

Dans de nombreux cas, des formations complémentaires s'avèrent nécessaires au cours du mandat, en raison :

- De l'évolution du droit, ce qui peut entraîner des modifications des règles de base régissant le fonction et les attributions du CSE,
- D'événements propres à l'entreprise (restructuration, fusion, plan de sauvegarde de l'emploi, droit d'alerte, introduction de nouvelles technologies) contraignant les représentants du personnel à se doter des connaissances nécessaires.

Tous les organismes de formation ont un catalogue proposant toutes ces formations. Elles peuvent se dérouler en externe ou en interne. En externe, elles s'adressent à des représentants du personnel venant de plusieurs entreprises. Elles présentent l'avantage de permettre aux participants d'échanger sur leur propre problématique et de se nourrir de l'expérience des autres. En interne, elles sont conçues spécifiquement pour le CSE qui en a fait la demande. Elles permettent ainsi de « coller » au plus près aux besoins des représentants du personnel qui suivent ces formations.

Dans tous les cas, ces formations sont à financer directement sur le budget de fonctionnement du CSE ou du comité social et économique. Le temps passé en formation est pris sur les heures de délégation. Le président du comité doit être informé, par courrier, au moins trente jours avant le début du stage. Il est à noter toutefois que les formations syndicales dispensées par les organisations syndicales ne peuvent pas être financées





**Notre offre**

Tandem Conseil & Formation, filiale de Tandem Expertise, **conçoit et anime les formations pour tous les représentants des salariés** : des formations **intra** pour répondre aux problématiques spécifiques de vos élus ou **inter-entreprises** pour un partage d'expériences. **En complément de la formation, nous vous accompagnons** pour préparer vos réunions avec la Direction, vous organiser autour d'un projet collectif, enquêter auprès des salariés sur leurs attentes et leurs besoins, etc. Une offre complète et diversifiée pour tous ceux qui veulent améliorer le dialogue social dans leur entreprise et garantir aux salariés la défense véritable de leurs intérêts.

**Nos points forts**

- Des formations qui prennent en compte le contexte de votre entreprise, les particularités de votre équipe et vos contraintes de temps (nos formations peuvent être ponctuelles ou vous accompagner dans la durée) ;
- Des formations sans cesse actualisées parce que le monde de l'entreprise change et que la législation évolue ;
- Des formations concrètes et opérationnelles pour mieux répondre à vos attentes ;
- Des méthodes pédagogiques actives et variées, basées sur l'écoute et l'échange ;
- Des intervenants, aux compétences diversifiées, qui partagent avec vous les enjeux de vos mandats.

**Votre contact :**  
Julien Sportès  
01 55 42 22 43

www.tandemexpertise.com  
j.sportes@tandemexpertise.com



par le budget de fonctionnement du CSE (Cassation, chambre sociale, n°11-10825, 27 mars 2012.)

58 A Rue du Dessous des Berges  
75013 Paris  
Tél. : 01 56 59 13 50

**ÊTRE ASSISTÉ**

Au-delà des formations, pouvoir prendre appui sur un consultant expérimenté et avec qui un lien de confiance a été établi est, dans de nombreux cas, une garantie supplémentaire de bon fonctionnement du CSE. L'assistance juridique répond parfaitement à ce besoin. Les formules sont variées, s'adaptant au budget et à ce que souhaitent les représentants du personnel : réponses aux questions, analyse des documents remis par l'employeur, présence aux réunions préparatoires...

**Conseil aux élus.**  
**ASSISTAN-CE**  
157 rue Albert Sarraut  
17940 RIVEDOUX-PLAGE  
**Audit, assistance, conseil aux CE.**

**ACTEUR JURIDIQUE**  
81 rue du Général Leclerc  
95410 GROSLAY  
**Formation et assistance juridique.**

**COMITE CONSEILS**  
140 rue Jules Guesde  
92593 LEVALLOIS CEDEX  
www.comite-conseils.com  
**Formation et conseils.**

**FORMAVANCE**  
17, rue Gambetta  
92420 Vaucresson  
Tél. : 07 86 41 91 44  
Email : n.bournissa@orange.fr  
**Formations des élus, accompagnement des représentants du personnel**

**SMA CONSEIL MANAGEMENT ET AUDIT**  
60 Rue Racine - 69100 Villeurbanne  
Tél : 04 78 69 17 81  
Fax : 04 72 73 26 60  
safi-meric@wanadoo.fr

**L'ESSENTIEL**

⇒ L'élu qui souhaite suivre une formation

doit prévenir son employeur de son absence au plus tard 30 jours avant la date de la formation. Cette absence est considérée comme légale mais peut toutefois être estimée comme préjudiciable au bon fonctionnement de l'entreprise. Le CSE devra donc intervenir. L'employeur ne peut refuser seul le départ en formation d'un salarié. C'est avec l'autorisation du CSE qu'il pourra informer l'élu au plus tard 8 jours avant la date de la formation.

⇒ Les membres titulaires du CSE élus pour la première fois bénéficient d'un stage de formation économique d'une durée maximale de cinq jours. Cette formation est renouvelée lorsqu'ils ont exercé leur mandat pendant quatre ans, consécutifs ou non. Le temps consacré à cette formation est pris sur le temps de travail et est rémunéré comme tel. Il n'est pas déduit des heures de délégation. Il est imputé sur la durée du congé de formation économique, sociale et syndicale. Le financement de la formation économique est pris en charge par le CSE.

## LES EXPERTS DU CSE

Si les entreprises font appel régulièrement à des conseils, des avocats et des experts de toute sorte, le législateur a octroyé aux représentants du personnel la possibilité de faire appel à de telles compétences pour l'aider à mener à bien tant leurs missions économiques que leurs attributions en matière de gestion des activités sociales et culturelles.

Selon la nature de l'intervention de l'expert sollicité par le comité social et économique, les honoraires sont à la charge soit de l'employeur, soit du comité.

### INTERVENTION À LA CHARGE DE L'EMPLOYEUR

L'employeur est tenu de payer les honoraires de l'expert-comptable, dès lors que le comité social et économique fait appel à lui dans les cas suivants :

- Un projet de licenciement collectif pour motif économique,
- Le déclenchement de la procédure d'alerte,
- Les opérations de concentration,

- L'examen du rapport sur la participation aux fruits de l'expansion.

Le droit de se faire assister par un expert-comptable est ouvert dans le cadre des trois grandes consultations annuelles mises en place depuis le 1er janvier 2016 :

1. les orientations stratégiques de l'entreprise,
2. la situation économique et financière de l'entreprise,
3. la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi.

A noter que le coût de l'expert-comptable lors de la consultation sur les orientations stratégiques de l'entreprise est partagé entre l'employeur et le CSE. Ainsi, sauf accord, le CSE doit financer au moins 20 % de l'expertise.

En cas de projet important « d'introduction de nouvelles technologies susceptibles d'avoir des conséquences sur

l'emploi, la qualification, la rémunération, la formation ou les conditions de travail », le coût de l'expert en technologies (ou l'expert-comptable qui intervient en tant qu'expert en technologies) est à la charge de l'employeur.

La question du recours à l'expert-comptable ou à l'expert en technologies doit figurer à l'ordre du jour d'une réunion du CSE. Ne participent à cette désignation que les seuls membres titulaires, l'employeur étant exclu.

### INTERVENTION À LA CHARGE DU COMITÉ

Le CSE peut faire appel à tout expert pour la préparation de ses travaux. Ainsi, selon ses besoins, le comité peut se faire assister

## L'ESSENTIEL

⇒ Le CSE peut nommer librement des experts rémunérés par l'employeur pour des missions définies par le Code du Travail.

⇒ L'employeur ne peut pas s'opposer à la nomination de ces experts par le CSE.

⇒ Les experts, quant à eux, sont nommés dans le cadre de missions légales et ont accès à tous les documents de l'entreprise.

⇒ Le CSE peut nommer d'autres experts pour préparer ses travaux qu'il paiera à l'aide de son budget de fonctionnement.

⇒ Les experts nommés par le CSE peuvent intervenir en réunion plénière pour la présentation de leur rapport écrit.

sur toutes les questions entrant dans le champ de ses prérogatives : assistance juridique ponctuelle ou non, informatique, étude et analyse des dispositions conventionnelles applicables, sondages auprès des salariés, analyse des rémunérations et des qualifications, gestion des activités sociales et culturelles...

L'expert doit être désigné lors d'une réunion du CSE à la majorité des membres titulaires présents. Le coût de son intervention doit être imputé soit sur le budget de fonctionnement (assistance juridique, étude sur les dispositions conventionnelles...), soit sur le budget des activités sociales et culturelles.

Comme tout expert, il est soumis aux mêmes obligations de secret et de discrétion. En revanche, il n'a pas accès aux documents détenus directement par l'employeur.

## MERIC & ASSOCIES

Offre :

Nous couvrons l'ensemble des missions d'assistance aux IRP, notamment auprès des comités d'entreprise, co-comités centraux d'entreprises et comités de groupe :

### Missions récurrentes,

Orientations stratégiques de l'entreprise (art. L. 2323-10 et L. 2323-11) Consultation annuelle sur la situation économique et financière (art. L. 2323-12 à L. 2323-14)

Consultation annuelle sur la politique sociale de l'entreprise, les conditions de travail et l'emploi (art. L. 2323-15 à L. 2323-27)

### Missions non récurrentes,

Assistance dans le cadre du droit d'alerte interne, Assistance lors d'un licenciement collectif de plus de 9 personnes, Mission de concentration.



Missions payées par le comité, Tenue de la comptabilité du comité, Missions de révision des comptes du comité.

### Points forts :

- cabinet à taille humaine,  
- cabinet de proximité, proche des territoires. Notre cabinet est implanté à Paris et à Lyon, mais couvre l'ensemble du territoire national. Nous intervenons depuis plus de 45 ans sur le domaine de l'assistance aux comités d'entreprise et co-comités de groupe.

Contact :

Lyon : 04.78.69.17.81  
infolyon@mericassocies.com  
Paris : 01.56.59.13.50  
www.mericassocies.com

### GRUPE CEOLIS

10 rue doc Alfred Richet  
21000 Dijon

**Expertise comptable.**

### SECAFI

20-24, rue Martin Bernard  
75647 PARIS CEDEX 13

Tél : 01 53 62 24 40

contact@secafi.com

www.secafi.com

**Expertise comptable –  
Conditions de travail –  
Assistance et Conseil**

### SEMAPHORE

20-24, rue Martin Bernard  
75647 PARIS CEDEX 13

Tél : 01 53 62 24 40

www.semaphore.fr

### Assistance et Conseil

#### SOCIETE MERIC ASSOCIES

68A rue du Dessous des Bergers  
75013 PARIS

Tél. 01.56.59.13.50

infoparis@mericassocies.com

**Experts-comptables.**

#### SOCIETE MERIC ASSOCIES

60 rue Racine  
69100 VILLEURBANE

Tél. 04.78.69.17.81

infolyon@mericassocies.com

**Experts-comptables.**

#### SYNDEX

22 rue Pajol - 75876 Paris  
Cedex 18

Tél. 01 44 79 16 17

www.syndex.fr

**Experts comptables.**

#### TANDEM EXPERTISE

60, rue du Fbg Poissonnière  
75010 PARIS

Tél. 01 55 42 22 22

contact@tandemexpertise.com

www.tandemexpertise.com

**Expert-comptable et conseil  
des CE.**





## RÔLE ÉCONOMIQUE ET MOYENS D'ACTION DU CSE APRÈS LE DÉCONFINEMENT

En raison de l'épidémie de Covid-19, la France a été confinée du 17 mars au 11 mai 2020. Depuis, le déconfinement national s'amorce progressivement. Ce qui veut dire un retour graduel des salariés dans les entreprises et un redémarrage de l'activité.

Dans un contexte d'une économie à l'arrêt suite aux mesures d'endiguement de l'épidémie, l'Insee a publié différents indicateurs économiques très inquiétants pour l'avenir. Le produit intérieur brut français s'est contracté de 5,8% au premier trimestre 2020. L'investissement des entreprises a enregistré un lourd recul de 11,8 %. La consommation des ménages a lourdement chuté, les consommateurs n'achetant plus que des biens de première nécessité.

Le gouvernement estime à ce stade, que la chute du PIB pour 2020 sera de 8%, mais pourrait être pire... Cette crise s'annonce, selon les termes du ministre de l'Economie du gouvernement d'Edouard Philippe, aussi violente que celle de 1929.

La relance de l'activité s'annonce longue et difficile. De très nombreuses entreprises vont connaître de graves difficultés. Les plans de licenciements vont se succéder, le chômage va exploser.

Dans ce contexte peu encourageant, les élus du CSE auront un rôle primordial à jouer pour défendre des intérêts des salariés. Il en sera de même des délégués syndicaux et des représentants de proximité. L'employeur aura tout intérêt à inclure l'ensemble de ces personnes dans le cercle de réflexion.

L'enjeu pour les entreprises et les représentants du personnel sera de répondre à la fois à des préoccupations immédiates (la sécurité des salariés), de moyen terme (la réorganisation de

## | POINT DE VUE DE L'EXPERT



l'activité) et de plus long terme (évolution du modèle économique).

Différents chantiers de négociation collective devront s'ouvrir sur le télétravail, la qualité de vie au travail, l'organisation du temps de travail, etc. De quels moyens disposent les élus du personnel, pour atténuer les conséquences de cette crise économique pour l'entreprise ?

Contrairement aux croyances, le CSE dispose d'outils efficaces pour comprendre la situation économique et financière de l'entreprise, « tirer » la sonnette d'alarme en cas de difficultés, défendre les salariés et l'emploi en cas de licenciements économiques.

### VIGILANCE RENFORCÉE, ANTICIPATION ET ACTION RAPIDE

Dans cette période mouvementée et incertaine, le CSE doit agir dans l'urgence. Toute inertie ou inaction sera préjudiciable aux salariés.

Les élus doivent en priorité procéder à un état des lieux de la situation économique et financière de l'entreprise. Ils disposent pour cette analyse de la base de données économiques et sociales (BDES). La BDES rassemble l'ensemble des informations nécessaires aux consultations et informations récurrentes que l'employeur met à disposition du comité social et économique. Elle doit être régulièrement mise à jour.

#### **Le contenu détaillé de la BDES.**

Dans les mois qui viennent, les élus du CSE devront suivre tout particulièrement les

indicateurs suivants : évolutions du chiffre d'affaires, du carnet de commandes, des taux de marges, du niveau de trésorerie, des retards de paiements (clients, fournisseurs, dettes sociales).

Les élus interrogeront l'employeur sur les perspectives économiques. Ils doivent notamment analyser les documents prévisionnels. Les entreprises d'au moins 300 salariés ou qui ont réalisé plus de 18 millions d'euros de chiffre d'affaires doivent mettre à disposition des élus, dans la BDES, les documents suivants : le

tableau de financement, le plan de financement, le compte de résultat prévisionnel et la situation de l'actif et du passif.

Ces informations permettent au CSE d'avoir une vision en amont et d'en savoir plus sur la santé financière de l'entreprise et notamment de déceler au plus tôt d'éventuels signes de difficultés pour l'avenir. Cela permet au CSE de bénéficier d'une vision évolutive et prospective sur la santé de l'entreprise.

#### **Les documents prévisionnels obligatoires.**

#### **Quels sont les moyens d'action du CSE, en cas de difficultés graves avérées ?**

Le Code du travail a doté le comité social et économique d'un droit d'alerte économique. Au-delà du terme, qui peut faire peur, il faut comprendre que le droit d'alerte a un rôle de prévention et d'anticipation. Plus il est déclenché tôt, et plus il a de chance d'être efficace. Les élus du CSE ont souvent tendance, par peur des conséquences, de déclencher ce droit beaucoup trop tard. Souvent, quand l'entreprise est au bord de la faillite... L'utilité de la démarche devient, dans ce cas, nulle !

### LE DROIT D'ALERTE ÉCONOMIQUE

Lorsque le CSE a connaissance de faits de nature à affecter de manière préoccupante la situation économique de l'entreprise, l'exercice du droit d'alerte économique lui permet de demander à l'employeur de lui fournir des explications (C. trav., art. L. 2312-63 et s.).

## | POINT DE VUE DE L'EXPERT



Le droit d'alerte économique suppose donc la caractérisation de faits préoccupants pour la situation économique de l'entreprise. Ces faits préoccupants peuvent recouvrir des situations diverses, le législateur ayant volontairement employé une formulation large.

La situation de pandémie actuelle du Coronavirus aura de graves conséquences économiques pour la plupart des entreprises. La pandémie actuelle s'inscrit évidemment au rang des faits préoccupants pouvant affecter la situation économique de l'entreprise.

Le CSE qui entend faire usage de son droit d'alerte doit dans un premier temps faire une demande d'explications à l'employeur qui est inscrite de droit à l'ordre du jour de la prochaine réunion du comité (C. trav., art. L. 2312-63, al. 2).

L'employeur doit fournir au CSE des explications en réponse à sa demande.

Dans un deuxième temps, si l'employeur apporte des explications insuffisantes ou qui confirment le caractère préoccupant de la situation, voire n'apporte pas d'explications du tout, le CSE établit un rapport.

Ce rapport est destiné à être transmis à l'employeur et au commissaire aux comptes.

Pour établir son rapport, le CSE a la possibilité de se faire assister par un expert-comptable. Sa désignation est faite par la majorité des membres du CSE.

L'expert-comptable analyse la situation de l'entreprise et propose les solutions pour améliorer la situation économique et financière de l'entreprise. L'expert est neutre. Il n'est pas l'obligé de l'employeur.

Il faut préciser, et ce point est fondamental, que la procédure d'alerte économique reste confidentielle. Seuls l'employeur et les élus du

CSE sont au courant de son déclenchement. Les représentants du personnel ne doivent donc pas avoir « d'état d'âme », mais assurer leurs responsabilités.

## LE PLAN DE SAUVEGARDE DE L'EMPLOI

On le sait, dans les mois à venir, le chômage va se dégrader. Les entreprises seront nombreuses à licencier et à engager des plans de sauvegarde de l'emploi (PSE).

Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) doit obligatoirement être mis en place dans les entreprises de 50 salariés au moins lorsque le nombre de licenciements est au moins égal à 10 sur une même période de 30 jours.

Le comité social et économique est partie prenante à la négociation de ce PSE. Son rôle sera, dans la mesure du possible, de réduire le nombre de licenciements et d'assurer des conditions de départs dignes pour les licenciés.

Le CSE peut se faire assister d'un expert-comptable pour comprendre et analyser le contenu du PSE. L'expert-comptable vérifiera l'argumentation de l'employeur pour justifier le nombre de licenciements et proposera des conditions de départs plus favorables que celles proposées par celui-ci. L'expert également recherchera toute solution alternative aux licenciements « secs ».

Attention, la désignation de l'expert est faite par la majorité des membres du CSE, lors de la première réunion de présentation du projet de PSE par l'employeur. Une nomination ultérieure n'est plus possible. Les représentants du personnel vont être particulièrement sollicités dans les mois à venir. La pression tant de l'employeur que des salariés sera importante. Les élus du CSE doivent afficher une implication forte dans la situation périlleuse actuelle. Ils disposent pour cela de différents outils (BDES, documents prévisionnels, alerte économique, assistance par un expert dans le cadre d'un PSE). La communication auprès des salariés sera aussi un facteur clé de réussite des actions du CSE. Les salariés doivent savoir ce que fait le CSE pour défendre leurs intérêts. Dans les faits, cette communication est parfois défailante et donne le sentiment aux salariés que le CSE n'a rien fait. Elus du CSE, apprenez à communiquer !

# Céolis

Devis et  
programme  
sur simple  
demande

## FORMATION CSE

CÉOLIS EST UN ORGANISME AGRÉÉ POUR LA FORMATION

ÉCONOMIQUE DES ÉLUS DU CSE

Mise en place

Fonctionnement



Rôle économique

Rôle social et culturel

Groupe CÉOLIS :

Site internet : [groupe-ceolis.fr](http://groupe-ceolis.fr) / Tél : 09 67 22 32 35



## LE RÔLE DE L'EXPERT-COMPTABLE DU CSE DANS LA CRISE DU COVID-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 a provoqué l'arrêt de l'activité à l'échelle mondiale, engendrant une crise économique dont l'ampleur et la durée restent encore incertaines, mais qui aura nécessairement des incidences élevées. Par voie de conséquence, il est donc malheureusement attendu une crise sociale majeure dont les premiers effets commencent d'ores et déjà à se faire sentir : recours massif à l'activité partielle, annonce de suppression de postes, hausse inédite du chômage pour les personnes en contrats précaires notamment, accroissement du nombre d'inscrits au RSA... Compte tenu de son rôle de conseil et d'aide à la négociation, l'expert-comptable du CSE peut être pleinement utile pour mesurer les effets de la crise et chercher à en limiter les impacts économiques et sociaux désastreux. Historiquement, les analyses objectives et indépendantes de l'expert-comptable du CSE contribuent au dialogue social dans les entreprises et favorisent la négociation et l'émergence de solutions pérennes pour les entreprises et les salariés.



# | POINT DE VUE DE L'EXPERT



De longue date, l'expert-comptable du CSE accompagne et conseille les représentants du personnel et les organisations syndicales au travers d'interventions prévues dans le Code du travail telles que les consultations annuelles et les négociations d'accords majoritaires.

Dans le cadre de la consultation portant sur la situation économique et financière, l'expert-comptable examine la santé financière de l'entreprise et l'évolution des performances économiques de ses activités, met en exergue les marges de manœuvre ou au contraire les risques... Concernant la consultation sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi, l'expert-comptable du CSE intervient sur des thèmes très divers comme les évolutions de l'emploi, des contrats précaires, des rémunérations, de la formation professionnelle ou encore des évolutions organisationnelles. Enfin, lors de la consultation sur les orientations stratégiques et ses conséquences notamment sur l'emploi, l'expert-comptable du CSE analyse les évolutions du secteur et des concurrents, étudie les orientations stratégiques de l'entreprise en adéquation avec ce contexte économique et concurrentiel, les plans d'action et les investissements et leur traduction sur l'activité et les résultats à moyen terme et enfin se prononce sur les impacts envisagés de ces projections sur les ressources humaines.

Cette diversité des analyses et la richesse des thèmes traités ont conduit l'expert-comptable du CSE à disposer d'une connaissance approfondie et transverse des entreprises. À partir de ses analyses objectives et indépendantes, l'expert-comptable du CSE apporte un éclairage régulier sur les situations des entreprises et favorise l'échange et le dialogue social entre les différentes parties prenantes tout au long de l'année.

Ce rôle historique prend d'autant plus d'importance aujourd'hui que les besoins d'analyses techniques et de conseils liés à la gestion de la crise économique sont indispensables pour trouver des solutions adaptées et pérennes pour les entreprises et les salariés.

Ainsi, dans le cadre plus spécifique de la crise du Covid-19, l'expert-comptable du CSE est en capacité d'éclairer les élus sur les mesures prises par les directions : sollicitations de mesures économiques (prêt garanti par l'État, report de charges, report d'échéances bancaires...) et sociales (activité partielle, prise de congés, impacts des arrêts maladie...). En outre, l'expert-comptable du CSE peut être sollicité pour accompagner les partenaires sociaux lors de négociations d'accords permettant d'amoindrir les impacts sociaux de la crise.

En effet, l'expert-comptable du CSE a toujours été impliqué lors des périodes de difficultés économiques des entreprises au travers de différentes procédures prévues dans le Code du travail : opération de concentration, offre publique d'acquisition, droit d'alerte économique, redressement judiciaire ou encore Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE)...

À titre d'exemple, lors des PSE, les analyses techniques développées par l'expert-comptable portent sur les deux dimensions principales : examen de l'ampleur des difficultés économiques et de la pertinence et de l'efficacité des mesures prises / envisagées pour redresser les situations et étude de la pertinence des modifications organisationnelles projetées. Ces analyses permettent à l'expert-comptable de CSE de conseiller au mieux les partenaires sociaux lors de la négociation de l'accord majoritaire et de formuler éventuellement des propositions alternatives crédibles pour atténuer l'impact social de la réorganisation (nombre de suppressions de postes et/ou mesures sociales

## | POINT DE VUE DE L'EXPERT

d'accompagnement). Enfin, habitué à la pluridisciplinarité, l'expert-comptable intègre dans sa réflexion les analyses menées par les experts SSCT/habilités pour mesurer les incidences de la réorganisation sur la santé, la sécurité et les conditions de travail. À l'aide de ses analyses objectives et indépendantes, le rôle de l'expert-comptable du CSE consiste ainsi à favoriser le dialogue social et à contribuer à l'émergence d'un accord le plus favorable possible pour les salariés et l'entreprise dans cette situation de tension économique et sociale des PSE.

Dans la continuité de son rôle lors des PSE, l'expert-comptable est également habitué à intervenir lors de la négociation des nouveaux accords majoritaires portant sur la rupture conventionnelle collective et des accords de performance collective, institués lors des Ordonnances Macron en septembre 2017. Dans le cadre de la rupture conventionnelle collective, les analyses et le rôle de la négociation s'apparentent à ceux réalisés dans le cadre des PSE. Dans le cadre des accords de performance collective, les analyses techniques pourront porter sur d'autres thèmes : effets escomptés de la modification de l'organisation et de la répartition du temps de

travail, de la réduction éventuelle des rémunérations ou encore des mobilités professionnelles et géographiques. À nouveau, l'expert-comptable du CSE maîtrise l'ensemble des compétences nécessaires pour mener à bien ces analyses spécifiques et dispose d'une culture d'accompagnement à la négociation indispensable à la conclusion de ce type d'accords.

Compte tenu de cette pratique professionnelle historique d'implication lors de situations économiques et sociales tendues et d'accompagnement à la négociation d'accords, l'expert-comptable du CSE sera d'autant plus en capacité d'apporter son soutien aux représentants du personnel dans le cadre de la négociation des nouveaux accords visant à atténuer les effets de la crise du Covid-19 sur l'emploi : les accords « d'activité partielle de longue durée ».

Sur le principe, ces nouveaux accords sont créés afin d'aider les entreprises à passer une période difficile temporaire en raison du redémarrage progressif de l'économie. Dans la lignée des accords de performance collective, ces accords visent à proposer une réduction temporaire du temps de travail aux salariés et, en contrepartie, de garantir un maintien de l'emploi pendant une période définie. La nouveauté de ces accords consiste à associer l'État par le biais du financement du temps partiel des salariés envisagé pendant la période de reprise.

À nouveau, l'expert-comptable du CSE est également en mesure d'accompagner les représentants des salariés dans la négociation de ce nouvel accord. Il pourra mesurer les impacts économiques de la crise, de la pertinence et de l'efficacité des différentes mesures envisagées et de l'effort partagé entre entreprises, salariés et État pour absorber ce choc temporaire.

En conclusion, en apportant son expertise technique et son aptitude à la négociation, l'expert-comptable du CSE reste un acteur indispensable au dialogue social de l'entreprise, notamment dans des situations socialement tendues et potentiellement conflictuelles. Indéniablement, il peut jouer un rôle majeur dans la recherche de solutions pour absorber au mieux les conséquences de la crise du Covid-19 et les impacts sociaux qui risquent d'en découler.

**Julien SPORTES,**  
Président de Tandem Expertise

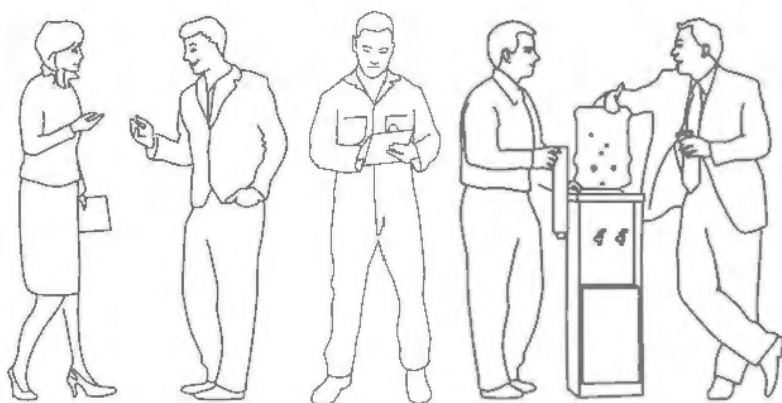


DIAGNOSTIQUER LES SITUATIONS  
VOUS AIDER À DÉFINIR DES STRATÉGIES  
VOUS CONSEILLER

NOUS SOMMES

**MOBILISÉS**

CHAQUE JOUR AUX CÔTÉS DE VOTRE CSE



**EXPERTISES LÉGALES**

Consultations annuelles récurrentes, réorganisation et PSE, droit d'alerte, aide à la négociation sur les accords...

**EXPERTISES SSCT**

Risque grave, projet important, introduction nouvelles technologies et aide à la négociation Égalité professionnelle

**COMPTABILITÉ DES CSE**

**FORMATION DES INSTANCES**

**CONSEIL ET ASSISTANCE PERMANENTE**



Pour agir dans l'intérêt des salariés : 01 55 42 22 22

[contact@tandemexpertise.com](mailto:contact@tandemexpertise.com)  
[www.tandemexpertise.com](http://www.tandemexpertise.com)  
60, rue du Faubourg Poissonnière  
75010 Paris

[tandemexpertise.com/blog](http://tandemexpertise.com/blog)  
[linkedin.com/company/tandemexpertise](https://www.linkedin.com/company/tandemexpertise)  
[twitter.com/TandemExperts](https://twitter.com/TandemExperts)

**Tandem**  
expertise



| FONCTIONNEMENT

# COMMUNICATION

Le comité social et économique se doit de diffuser certaines informations comme les procès-verbaux des réunions. Mais il doit également établir une communication efficace, claire et régulière sur l'ensemble de ses actions envers les salariés. La réussite d'une sortie ou d'un voyage passe par une bonne communication.

La plupart des observateurs s'accordent à dire que les CSE communiquent peu ou mal. Ce constat est d'autant plus sévère qu'il concerne tous les niveaux auxquels devrait s'établir une bonne communication : entre les différents membres du CSE ; entre l'ensemble des représentants du personnel ; entre le CSE et la direction (difficulté à faire passer le point de vue ou les revendications des salariés) ; ou encore entre le CSE et les salariés.

## UNE NÉCESSITÉ

La communication des élus du CSE est essentielle et c'est même un devoir ! En effet, elle constitue un pilier fondamental du rapport de force entre l'employeur et le

CSE. Ce rapport de force sera d'autant plus efficace que l'information passera au sein du CSE.

Tout le monde est gagnant : le CSE renforce sa légitimité auprès de la direction et des salariés et le personnel mesure l'efficacité et l'importance du rôle dévolu au CSE au sein de l'entreprise.

Communiquer, c'est aussi un devoir, parce que le CSE est avant tout un organe représentant les salariés auprès de l'employeur. Il est une courroie de transmission entre la direction et le personnel. C'est la raison qui contraint le CSE à faire passer l'information, à la fois aux salariés sur les décisions de l'entreprise, et à cette dernière sur les revendications et points de vue du personnel.

## LES OFFRES

Les moyens de communication se diversifient et se modernisent depuis quelques années. Le développement d'Internet y est étroitement lié. Sachez que l'employeur n'est pas obligé d'autoriser le CSE à communiquer via la messagerie électronique interne à l'entreprise. En revanche le CSE a le droit de prendre un abonnement internet propre à son bureau. Cependant, Internet n'est pas la solution la plus efficace. En effet, certains salariés n'ont pas d'accès à Internet depuis leur poste de travail. Il est toujours possible d'utiliser les supports dits classiques mais toujours aussi efficaces comme le panneau d'affichage, les lettres d'information, les réunions ou même les boîtes à idées. Autre forme de

## AU-DELÀ DES ACTIVITÉS SOCIALES ET CULTURELLES

La plupart des CSE ont mis en place des outils permettant de communiquer avec le personnel sur les activités sociales et culturelles : journal interne, brochure, intranet. Sur ces supports, les différentes prestations, les participations financières du CSE et les conditions d'accès sont généralement bien explicitées. Certains voyages et sorties font souvent l'objet d'une attention particulière : reportage, photos et points de vue des participants.

En revanche, la même énergie est rarement développée lorsqu'il s'agit des prérogatives économiques. L'affichage - voire la mise en ligne sur l'intranet - du procès-verbal de réunion est le seul acte de communication auprès du personnel. Or ce document est souvent avare d'explications et, lorsqu'il est suffisamment précis, il est diffusé après que l'information a été véhiculée par « radio moquette ». Une information rapide au plus près possible de l'événement devient primordiale lorsque l'actualité est brûlante (fusion, absorption, licenciement, déménagement...). Faute de quoi, c'est laisser place à toutes sortes de rumeurs et fausses vérités qu'il est très difficile de contrecarrer...

## DES INFOS EN DIRECT

Quand faut-il transmettre l'information que vous détenez ? Au CSE donc de jouer son rôle d'interface. Certes, après une réunion de CSE où élus et employeur ont débattu, on ne peut pas dire que les salariés palpitent toujours d'impatience d'en connaître le contenu. Si, au pire, ils sont indifférents, habituez-les à recevoir des informations sur ces réunions ; si, au mieux, ils sont inquiets, parce que leur sort d'employés est peut-être en jeu, tenez-les rapidement au courant de ce qui s'y est dit. Comme il existe des supports de communication optionnels, séduisants (et coûteux !), on oublie souvent que le CSE dispose aussi d'outils obligatoires qu'il ne tient qu'à lui d'utiliser à bon escient. Par exemple, le procès-verbal de réunion. Epinglez sur les panneaux d'affichage, le PV est à la vue de tous.

### L'ESSENTIEL

⇒ Le comité social et économique doit négocier les conditions d'utilisation des moyens de communication de l'entreprise avec l'employeur.

⇒ Le comité social et économique doit informer son employeur des outils de communication qu'il souhaite mettre en place.

⇒ Pour toucher tous les salariés, il faut combiner plusieurs moyens : affichage, mails...

⇒ L'envoi d'un livret récapitulatif des activités proposées est un moyen de toucher les familles des salariés.

⇒ Le moyen de communication doit s'adapter à la taille de l'entreprise. Il est bon de déterminer les composants de la population de l'entreprise :

- est-elle essentiellement féminine ?
- plutôt composée de cadres, d'ouvriers ou de techniciens ?
- quelle est la disponibilité de vos collègues ?
- sont-ils dispersés ou regroupés sur le même site ?

## SALONS

### COMEXPO PARIS

55-56 quai le Gallo  
92107 BOULOGNE

Organisation de salons professionnels et grand public.

### ELUCEO-GAMEXPO

200 avenue de la Plaine Brunette  
Athélia 2

13600 LA CIOTAT

Tél. : 04 42 32 87 40

Mail : [contact@eluceo.fr](mailto:contact@eluceo.fr)

[www.eluceo.fr](http://www.eluceo.fr)

**8 salons dédiés aux besoins des CSE.**

### SALONS CE

ZI Les Paluds

5 avenue du Millet

13785 AUBAGNE CEDEX

70 av. du Général de Gaulle

92058 Paris La Défense cedex

Tél. 01 76 77 11 11

[www.salonsce.com](http://www.salonsce.com)

**52 salons dédiés aux besoins des CSE.**

## PV DE REUNION

### AB REPORT SARL

15 rue de Chabrol  
75010 PARIS

Rédaction des projets de PV.

### MOT-TECH

16 boulevard Saint-Germain  
75005 PARIS

Rédaction de PV de réunion.

### SARL SAVOY & ASSOCIÉS

17 rue du Château d'Eau  
75010 Paris

Tél. : 01 44 63 03 99

Fax. : 01 42 23 48 74

[www.compte-rendu.fr](http://www.compte-rendu.fr)

Rédaction de PV de réunion.

### V2A SERVICES

6 rue Stalingrad

94110 ARCUEIL

Tél. : 01 46 63 26 58

[contact@ce-v2aservices.fr](mailto:contact@ce-v2aservices.fr)

[www.ce-v2aservices.fr](http://www.ce-v2aservices.fr)

Rédaction de PV de réunion.

| FONCTIONNEMENT

# LOGICIELS DE GESTION, INTERNET

Le choix d'un logiciel de gestion engage souvent le CSE pour longtemps. Sécurité, choix du local ou du « full web », niveau de paramétrages adapté à vos besoins...  
Revue succincte des points à ne pas manquer.



## L'ESSENTIEL

⇒ Le CSE doit passer par plusieurs étapes avant de choisir son logiciel de gestion :

- mettre noir sur blanc ces besoins,
- recevoir plusieurs fournisseurs pour une démonstration,
- demander au fournisseur une liste de références dans la région.

⇒ Les principaux domaines à informatiser pour gagner un maximum de temps sont :

- la comptabilité,
- la gestion des activités,
- la communication.

⇒ Pour la création d'un site internet, il faudra bien définir :

- la taille de l'effectif,
- le contenu,
- les gestionnaires du site.



Autrefois, la comptabilité du CSE se concevait simplement sous Excel. Mais le logiciel de Microsoft a beau être très efficace, il atteint ses limites pour gérer la comptabilité complète d'un CSE. Il est difficile à intégrer avec les autres outils du CSE et devient source d'erreurs si le trésorier qui a créé des formules compliquées quitte son poste, et que personne n'est en mesure de reprendre en main le système. Il faut alors envisager d'investir dans un logiciel de comptabilité ad hoc. Première règle à respecter, celle de la sécurité. Les données dont disposent les CSE sont en effet confidentielles. Les fournisseurs s'engagent à garantir la meilleure sécurité possible des informations qui leur sont confiées. Seules les personnes autorisées avec un identifiant et un mot de passe doivent pouvoir y avoir accès.

## PAS LE DROIT À L'ERREUR

Autre besoin de sécurité, celui de retrouver ses données en cas de nécessité. La sécurité est d'autant plus importante qu'aujourd'hui les logiciels de comptabilité sont souvent associés à des sites internet munis de moyens de paiement en ligne.

Ces formules «tout en un», avec leurs interfaces simples, évitent les manipulations et la multiplication des plateformes. Elles permettent d'automatiser les processus : ainsi, la revente d'un ticket de cinéma, son paiement en ligne et sa prise en compte dans la comptabilité se font en un clic. Reste qu'il n'est pas question de laisser « traîner » des données bancaires. Le système de sécurité sur Internet «https», plus sécurisé que le classique mode web « http », est une option qu'il est bon de souscrire.

## LOCAL OU FULL WEB

Une fois assuré de la sécurité, il faut ensuite faire le choix du mode de connexion à votre logiciel de comptabilité. Trois solutions principales sont disponibles : placer l'application (le logiciel) en local, directement sur votre PC depuis un CD, ou sur un serveur local mis à disposition par l'entreprise. Autre solution : ne rien héberger dans l'ordinateur du CSE mais se connecter à un serveur extérieur via Internet. Vous pouvez passer simplement par votre navigateur web, ou ouvrir une fenêtre qui vous donne accès directement à votre logiciel. Dans ce dernier cas, vous travaillez directement dans le logiciel, alors qu'en réalité l'application se situe

sur un serveur situé à des kilomètres... Ce terminal pour les logiciels de gestion offre le même confort que d'ouvrir une application en local, sans les désagréments du rechargement des pages que l'on observe après chaque opération par une simple connexion via un navigateur.

Avec ces systèmes dits «full web», il est donc potentiellement possible de retrouver son logiciel de gestion depuis n'importe quel poste informatique relié à Internet (à la permanence, mais aussi chez soi et, pourquoi pas, sur un téléphone mobile relié à Internet). L'avantage de ce mode dit « hébergé », c'est qu'il n'y a pas de maintenance à effectuer sur place. Il n'y a pas non plus de problème d'adaptation aux

nouvelles versions des navigateurs ou de Windows. Tout est géré en externe. Il est aussi adapté aux entreprises qui refusent qu'un logiciel externe soit installé sur le serveur « maison » pour des questions de sécurité.

## GROS ET PETITS CSE : PAS LES MÊMES BESOINS

Mais la taille du CSE n'est pas toujours un critère de simplicité.

« Ainsi, explique Rémi Gabrielli qui dirige Couleur CE dont la majorité des clients ont moins de 500 salariés, un CSE de 200 salariés peut avoir des exigences plus pointues qu'un CSE de 2000 personnes, comme par exemple de prendre en compte dans la subvention du billet de cinéma la part variable du quotient familial de chaque bénéficiaire ». Le leitmotiv de Couleur CE demeure néanmoins « la simplicité d'utilisation. La plupart du temps, les membres du CSE n'ont pas les connaissances nécessaires en comptabilité. Par conséquent, si le logiciel est trop évolué, soit inadapté pour le fonctionnement d'un CE, comme par exemple les logiciels de comptabilité



# **SONDAGE CSE**

**Les salarié·es prennent la parole !**

**VOTRE ENQUÊTE D'OPINION APRÈS LE PASSAGE DE VOTRE CE EN CSE**

**Donner la parole | Évaluer la situation | Mesurer la satisfaction**  
**Consulter en continu | Comprendre pour agir**

Mieux connaître ses bénéficiaires et faciliter la remontée d'informations grâce à des solutions d'enquêtes en ligne innovantes.



## **POURQUOI SONDER LES SALARIÉ·E·S ?**

- **Obtenir des indicateurs fiables**
- **Associer les salarié·e·s**
- **Renforcer la relation avec les élu·e·s**
- **Recueillir de nouvelles idées avant de décider**

## **POURQUOI NOUS CONFIER VOS PROJETS ?**

- **Pour bénéficier de l'expertise d'un spécialiste des CSE**
- **Pour profiter de la technicité d'un institut de sondage**
- **Pour des résultats incontestables**
- **Pour garantir la confidentialité et l'unicité des réponses**

Pour rencontrer un chargé d'étude ou obtenir un devis personnalisé :

**contact@sondage-cse.fr**  
**01 78 52 04 77**

**Enquête d'opinion**  
**Baromètre**  
**QVT**  
**Restauration**  
**Climat social**  
**Sondage ASC**

En savoir plus  
**www.sondage-cse.fr**



populaires destinés aux entreprises ou associations, la prise en main devient trop contraignante. Il est donc essentiel de faire simple : utiliser des termes accessibles tels que « recettes/dépenses » ou encore activer uniquement les fonctionnalités nécessaires au CSE pour alléger les interfaces et aider les élus à mettre le pied à l'étrier ». « Il est bien entendu possible de basculer rapidement sur Excel si nécessaire » assure lui aussi Henri Delestré, le responsable de HDI-MonCE qui travaille essentiellement avec de « gros » CSE. « Nous avons 150 à 200 clients « vivants » c'est-à-dire des CSE

dont nous entendons parler et pour qui nous effectuons de la maintenance ». Certains CSE sont même comparables à des PME avec comptabilité analytique et budgétaire et comptable à plein temps... » « Si au départ nous avons un contact avec le secrétaire et le trésorier pour mettre en place la stratégie, ensuite, dans les mois qui suivent, les contacts sont plus épisodiques : on nous appelle pour nous demander comment ressortir une statistique dont on a besoin une fois toutes les X années ». Des demandes qui sont toujours urgentes : le téléphone ne doit pas rester occupé.

## LOGICIELS CE

### APPLI CE

27-29 avenue des Louvresses  
92230 GENNEVILLIERS  
Logiciel de gestion.

Tél. 01 41 81 03 20  
contact@mediace.fr  
www.mediace.fr

Site Internet dédié aux comités  
d'entre-prise. Fournisseurs,  
actualités, newsletters,

### OFFICIELCE

164 avenue de Romans  
26000 VALENCE  
Site Internet  
www.officielce.com

## SITE INTERNET CE

### MEDIA CE.FR

44 rue Garibaldi  
94100 Saint-Maur-des-Fossés

### COMITEO

119 rue de Paris  
92100 Boulogne-Billancourt  
contact@comiteo.net  
www.comiteo.net

Billetterie cinéma,  
parcs de loisirs...

## TELEPHONIE

### ATRP

12 av. des Entrepreneurs  
77290 Mitry Mory  
Tél. 01 60 36 42 15  
www.atrptelecom.com  
Applications telecom et reseau.

# SONDAGE C(S)E : les bénéficiaires prennent la parole !

## VOTRE ENQUÊTE D'OPINION AVANT OU APRÈS LE PASSAGE DE VOTRE CE EN CSE :

- Un questionnaire bien conçu;
- Une communication efficace pour obtenir un taux de participation important;
- Un expert pour traiter et analyser vos résultats;
- Un référentiel pour comparer vos résultats avec d'autres C(S)E.

## POURQUOI NOUS CONFIER VOTRE PROJET ?

- Pour bénéficier de l'expertise d'un spécialiste des C(S)E;
- Pour des résultats incontestables;
- Pour garantir la confidentialité des réponses.

Votre devis personnalisé

📞 06 82 96 02 73

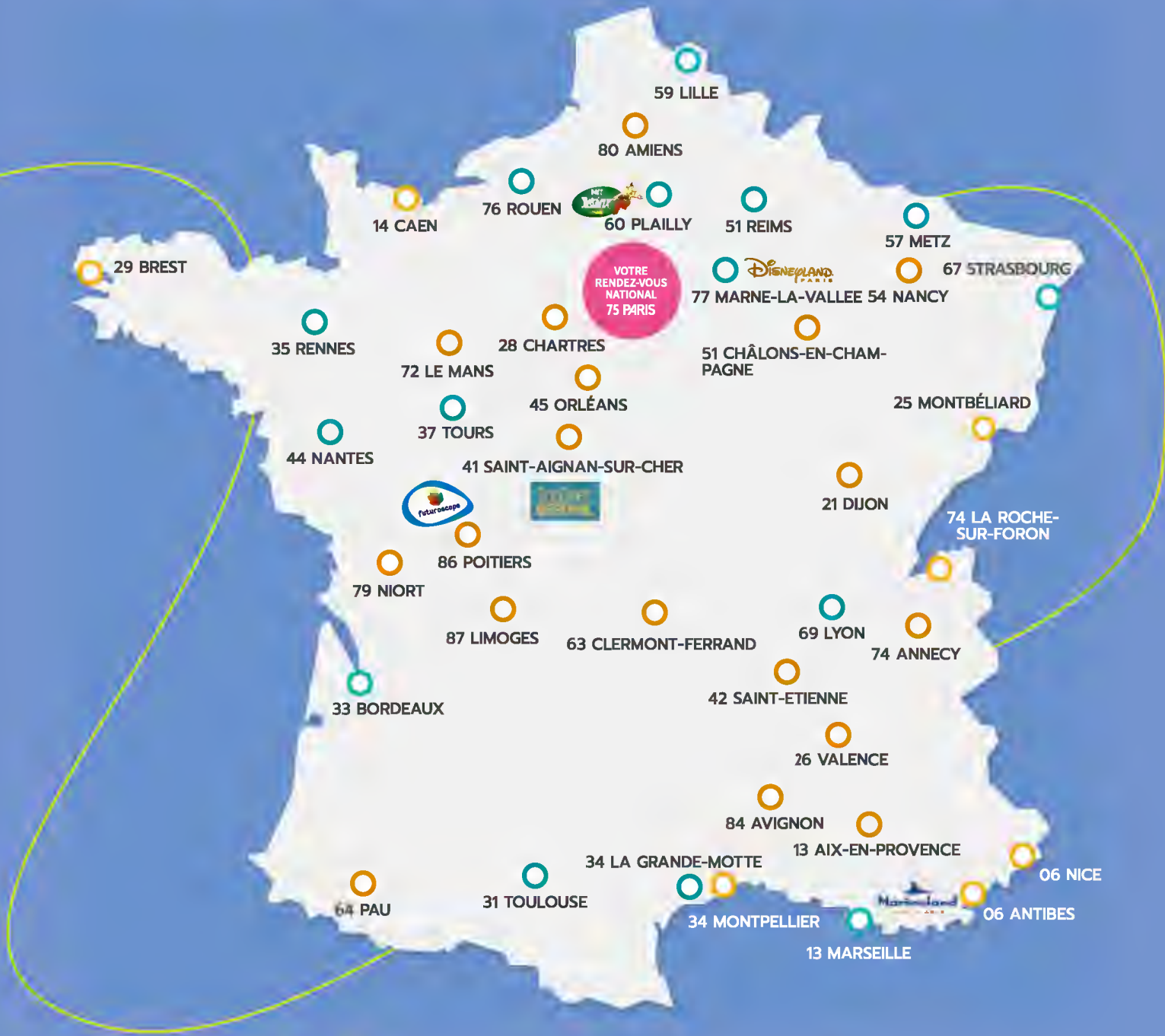
🌐 www.sondages-ce.fr



ENQUÊTE D'OPINION | BAROMÈTRE | QVT | RESTAURATION | CLIMAT SOCIAL | SONDAGE ASC

# SalonsCE & FranceCE

LES RENDEZ-VOUS DES ÉLUS DE CSE ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL



**51 SALONS EN 2020,**  
POUR DONNER LE **SOURIRE** À VOS SALARIÉS

**SalonsCE** FranceCE  
LES RENDEZ-VOUS DES ÉLUS DE CSE  
ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

**SalonsCE PARIS**

LE RENDEZ-VOUS NATIONAL DES ÉLUS DE CSE  
ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

RENDEZ-VOUS SUR [WWW.SALONSCE.COM](http://WWW.SALONSCE.COM)

| RÔLE ÉCONOMIQUE

# MUTUELLES - PRÉVOYANCE

**Tous les salariés ne sont pas couverts par une complémentaire de santé et un régime de prévoyance. Pour ceux qui en bénéficient, le prix à payer s'alourdit...**

# PREVOYANCE

## APRIL ASSURANCES ENTREPRISES

114 bd Vivier Merle, BP 3261 - 69439 LYON

La Santé et la prévoyance des salariés.

## GROUPE MORNAY

5-9 rue Van Gogh, Tour Mornay

75012 PARIS

Caisses de retraite et prévoyance.

## MACIF MUTUALITE

22/28 rue Joubert, Carré Haussmann

75009 PARIS

Prévoyance et santé.

## PRESENCE VERTE

Les Mercuriales - 40, rue Jean Jaurès

93547 BAGNOLET cedex

www.presenceverte.fr

Téléassistance aux personnes.

## REUNICA PREVOYANCE

25 rue de Paradis - 75010 PARIS

Prévoyance, santé, épargne, retraite.

# MUTUELLE

## AG2R PREVOYANCE

35-37 bd Brune - 75680 PARIS CEDEX 14

Prévoyance, retraite, épargne salariale, santé.

## GROUPE MALAKOFF - MEDERIC

21 rue Lafitte - 75317 PARIS CEDEX 9

Toutes protections sociales complémentaires : retraites, prévoyance...

## GROUPE TAITBOUT

5 rue de Dunkerque, 75477 PARIS CEDEX 10

Retraite, santé, prévoyance.

## MIEL MUTUELLE

11 rue du Gris de Lin

42021 SAINT-ETIENNE CEDEX 1

Mutuelle

## MUTUALITE FRANCAISE

TE 59003, 255 rue de Vaugirard

75719 PARIS CEDEX 15

Mutuelle.

## MUTUELLE BLEUE

68 rue du Rocher -

75396 PARIS CEDEX 08 Prévoyance

Santé et retraite.

## MAIF

200 Avenue Salvador Allende - 79000 Niort

www.maif.fr

## OBLIGATOIRE ON NON ?

Sauf disposition conventionnelle, la mise en place dans l'entreprise d'une mutuelle et d'un régime de prévoyance n'est pas obligatoire. Toutefois, dans le cadre des activités sociales et culturelles, le CSE est habilité à instituer au profit des salariés une mutuelle.

Un tel régime (mutuelle et/ou prévoyance) peut légalement résulter soit d'un accord avec les délégués syndicaux, soit d'un accord avec le CSE, soit d'une décision de l'employeur, après ratification des deux tiers du personnel.

Le dispositif mis en place est collectif et obligatoire. Il doit ainsi concerner tous les salariés de l'entreprise, sans distinction d'âge, d'ancienneté, de date d'embauche, de nature du contrat de travail, de temps de travail ou de niveau de rémunération.

## RÉPARTITION DES COTISATIONS

Aucune règle légale ne fixe la répartition des cotisations entre l'employeur et le salarié. La convention collective applicable à l'entreprise peut le prévoir.

### L'ESSENTIEL

⇒ Il ne faut pas hésiter à faire appel à un conseil spécialisé en protection sociale.

⇒ Outre un audit du régime en place et des différentes possibilités d'aménagement, cet expert peut également vous aider à sélectionner les organismes de gestion du régime.

⇒ Dans la majorité des cas, le régime de prévoyance est entièrement financé par l'employeur.

C'est lors de sa mise en place ou, éventuellement, lors de son renouvellement, que les taux des cotisations salariales et patronales sont déterminés.

## OBLIGATION DE L'ORGANISME ASSUREUR

L'organisme gérant la mutuelle - assurances, sociétés mutualistes - est tenu, tous les ans, d'adresser un rapport de gestion. Ce document retrace l'évolution des dépenses de santé effectuées par les bénéficiaires ainsi que les capitaux ou rentes versés dans le cadre du régime de prévoyance.

## INTERVENTION DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

Les représentants du personnel peuvent solliciter l'employeur sur toute question touchant à la mutuelle et/ou au régime de prévoyance. Ils doivent être informés et consultés, lors de toute modification concernant les modalités de gestion ainsi que lors d'un éventuel changement d'organisme assureur.

## QU'EST-CE QU'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE ?

Le régime de prévoyance recouvre des prestations liées à des événements tels qu'un accident survenu dans la vie privée du salarié (accident de la route ou domestique), une longue maladie, une incapacité, le décès.

Les allocations servies par le régime sont destinées soit à compléter celles versées par la sécurité sociale (longue maladie, invalidité), soit à assurer à la victime ou à ses ayants droit un capital ou une rente (rente d'éducation pour les enfants, par exemple).

| CONSOMMATION

# COLIS GOURMANDS



Qu'on l'appelle « panier gastronomique » ou « corbeille plaisir », le colis gourmand a toujours le même objectif : offrir aux salariés l'occasion de déguster des produits locaux ou des friandises de qualité. Si dans ce secteur de nouvelles tendances font leur apparition, le terroir reste le grand gagnant. Avec, en tête, la sélection du foie gras.



## DES CHOIX DÉLICATS

En remettant un chèque-cadeau, le CSE s'en remet aux salariés qui se feront directement plaisir en choisissant eux-mêmes produits ou services. Mais sélectionner un prestataire plutôt qu'un autre et faire confectionner des colis gourmands sont des actions autrement importantes et délicates. Il est donc essentiel de bien réfléchir à ce que l'on veut ou peut proposer dans ce fameux panier. De jolis bocaux émergeant d'un carton aux couleurs festives, des petites bouteilles savamment disposées dans un panier écrin : les prestataires rivalisent d'imagination pour proposer saveurs et gourmandises aux élus des CSE qui doivent donc faire leur marché dans un véritable dédale de goûts et de prix. Il y a bien sûr les poids lourds de la catégorie, avec notamment l'arrivée ces dernières années de la grande distribution. Et puis il y a les petits producteurs locaux qui essayent de se faire une place sur le marché des 30 000 CSE français.

Particulièrement plébiscités pour les cadeaux de fin d'année ou, mais c'est plus rare, à l'occasion des Fêtes des mères ou des pères, le colis gourmand doit chaque année se renouveler afin de satisfaire un maximum de salariés. Comme beaucoup de coliseurs le précisent, il est souvent extrêmement difficile de fidéliser la clientèle d'un CSE. Très volatils, ceux-ci sont à la recherche de nouveautés et de qualité. Ces deux exigences sont rattrapées par le prix qui est aussi une donnée importante à l'heure du choix. Le compromis entre ces différentes notions est d'ailleurs parfois difficile à trouver.

## L'INCONTURNABLE FOIE GRAS

Pour beaucoup de prestataires de ce secteur, l'un des grands classiques reste le colis comprenant un assortiment de terrines, foie gras, vins ou liqueurs. Les CSE peuvent aussi se rapprocher directement des producteurs régionaux



de foie gras. Le Sud-Ouest et l'Alsace sont les deux principales régions françaises produisant le foie gras. De nombreuses conserveries artisanales de ces régions fournissent donc directement les CSE français. Si le foie gras est l'élément principal la qualité est déterminante. Il ne faut donc pas hésiter à demander à goûter.

Les producteurs adressent souvent des « échantillons », voire une gamme plus complète, qui sera facturée ou non suivant les négociations menées entre le fabricant et le CSE. Comme d'habitude pour le choix d'un foie gras, se pose l'éternelle question : oie ou canard ? Là, c'est à chacun de choisir selon ses goûts. Il y a aussi les différents types de foies : entiers, avec morceaux ou reconstitués. Comme il existe aussi différents modes de préparation : cru, frais, mi-cuit ou en conserve. Prendre en compte ces choix demande du temps, il ne faut donc pas hésiter à anticiper et commencer à se renseigner très tôt, même si la livraison n'intervient que dans la dernière partie de l'année.

## CHOCOLATS, CONFISERIES

### ANTTON CHOCOLATIERS SAS ELIODOR

Place du marché - 64250 espelete  
Chocolats.

### AQUARELLE GOURMAND

118 rue de Tocqueville - 75017 paris  
Ventes de chocolat et confiseries  
sur internet.

### BABY DELICE

987 bd Robert Rerrisse - 13730 Saint Victoret  
Chocolat, Confiserie ...  
COMPTOIR DU CACAO FRANCE

### CACAO

domaine de l'anche BP 17  
45210 Bazoches sur Betz  
Chocolaterie artisanale.

### DAVIC

26 rue du Colonel Moll - 93350 le Bourget  
Spécialiste en chocolats.



## RÔLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

- 01 Conseil aux élus, assistance
- 02 Assistance juridique
- 03 Formation des membre du CE
- 04 Expertise comptable
- 05 Epargne salariale
- 06 Mutuelle
- 07 Prévoyance, retraite

## FONCTIONNEMENT DU CE

- 08 Informartique
- 09 Site internet du CE
- 10 Communication
- 11 Compte-rendu du CE
- 12 Mobilier de bureau

## CONSOMMATION

- 13 Distribution automatique
- 14 Chèques cadeaux
- 15 Colis gourmands
- 16 Chocolats, confiserie, biscuiterie
- 17 Dragées pour cérémonies
- 18 Vins, champagnes
- 19 Alcools, spiritueux
- 20 Chèques services
- 21 Grossistes en jouets
- 22 Mode et accessoires
- 23 Bijoux et fantaisie
- 24 Parfums et produits de beauté
- 25 Diététique et produits bio
- 26 Meuble

## SERVICE LECTEUR

**Vous conseille sur le choix  
de vos fournisseurs :**

**rapport qualité-prix, expérience,  
choix et sensibilité à la clientèle CE  
dans les domaines suivants**



- 27 Électroménager, TV, HIFI
- 28 Art de la table
- 29 Blanc, linge de maison
- 30 Optique
- 31 Automobile
- 32 Livres et CD culturels
- 33 Cadeaux, service aux salariés

## LOISIRS

- 34 Parcs d'attractions
- 35 Cabarets et musées
- 36 Cinémas
- 37 Billeterie spectacles
- 38 Sorties sportives
- 39 Vidéothèque
- 40 Labos-photos
- 41 Arbre de Noël
- 42 Organisation de soirées
- 43 Sorties parisiennes
- 44 Salles de réception
- 45 Thalassothérapie, soins du corps

## VOYAGES

- 46 Hôtellerie de plein air
- 47 Immobilier de loisir
- 48 Tourisme fluvial
- 49 Sport d'hiver
- 50 Moyens courriers
- 51 Longs courriers
- 52 Croisières
- 53 Séjours linguistiques
- 54 Vacances jeunes

**Oui, nous désirons une information sur : Domaine(s) choisi(s) (indiquez le code)**



CE : \_\_\_\_\_ Représenté par : \_\_\_\_\_

Fonction au CE : \_\_\_\_\_ Adresse : \_\_\_\_\_

CP : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Tél. : \_\_\_\_\_ Fax ; Effectif : \_\_\_\_\_

E-mail : \_\_\_\_\_ Date d'élections : \_\_\_\_\_



## JARDINS D'ALSACE



L'assurance d'avoir de la qualité et de l'originalité dans vos paniers garnis !

Jardins d'Alsace regroupe producteurs et plate forme de producteurs afin d'assurer le circuit le plus court pour le consommateur. L'équipe tra-vaille avec les collectivités et CSE depuis plus de 30 ans (avec quelques belles références à son actif) mais également avec des professionnels de la bouche : restau-rants, grossistes alimentaire et une quarantaine de boutiques sur l'hexagone qui souhaitent mettre chez eux une gamme représentative de la région avec de vrais produits issus du terroir. Jardins d'Alsace, ce sont des amoureux des bons produits qui portent la magie des Noëls en Alsace : avec les senteurs des épices, du vins chaud, des petits gâteaux à la cannelle... Ainsi vous pourrez retrouver dans vos colis : les vins d'alsace les liqueur et eaux de vie, le foie gras et son bloc, les tourtes festives, les truites fumées, toute une gamme de confiture (myrtille au pinot noir, églantine..), un éventail de petits gâteaux et pain d'épices de Noël, les petits kougel-hopfs en chocolat et de nombreux produits pour faire un apéritif festif et des repas de fêtes. Jardins d'Alsace, c'est une structure très légère qui permet aux CE d'avoir un seul interlocuteur de l'élaboration du devis personnalisé à la livraison. Ils étudient des compositions originales quelque soit le budget et livrent sur toute la France.

3 Espaces pour vous accueillir :nbJardins d'alsace 68190 Ensisheim, Jardins d'alsace 68600 Algosheim, Au Monde du Vin 68303 Saint-Louis

Toutes demandes : Jardins d'alsace, Tél. 03 89 74 08 52  
Fax 03 89 74 08 51  
Mail ja.lina@wanadoo.fr  
Nouveau : un site de vente en ligne :  
[www.marchedalsace.com](http://www.marchedalsace.com)

**JEFF DE BRUGES - MARTIAL**  
PARC GUSTAVE EIFFEL  
28 avenue de l'Europe  
77600 Bussy-Saint-Georges  
**Ventes de chocolats, confiseries.**

**LINDT & SPRÜNGLI FRANCE**  
5 bd de la Madeleine - 75001 Paris  
**Chocolat suisse.**

## COLIS GOURMANDS

**BELLEM**  
29 avenue de Charentes  
94585 Rungis cedex  
[contact@bellem.fr](mailto:contact@bellem.fr)  
**Vente de saumon.**

**BULLES & CO**  
14 rue des Marais - 78360 Montesson  
**Vins, champagnes.**

**CELLIER DU PERIGORD**  
Place de la Liberté - BP 39 - 24201 Sarlat  
cedex  
**Colis gastronomiques.**

**DUCS DE GASCogne**  
route Mauvezin - BP 13 - 32200 Gimont  
**Production, vente de foies gras,  
épicerie fines**

**EXCEL SAS**  
Les eleveurs gastronomes  
1941 route de saint martin - 40380 Gibret  
**Production de foie gras de canard  
du Sud-Ouest, colis gourmands et  
autres spécialités du Terroir**

**FOIE GRAS LA QUERCYNOISE**  
Route de Figeac - BP 51 - 46500 Gramat  
**Groupement de producteur de foie  
gras, confits.**

**FOIES GRAS VALETTE**  
Avenue Georges Pompidou - BP 15  
46300 Gourdon en quercy  
**Foies gras et spécialités  
gastronomiques du Sud-Ouest.**

**JARDINS D'ALSACE**  
9, route de Vogelshheim - 68600 Algosheim  
[www.jardinsdalsace.com](http://www.jardinsdalsace.com)  
**Colis gastronomiques.**

# MementoCSE

LE GUIDE PRATIQUE CSE • DS/RS • COS/CAS

## CONSEILS PRATIQUES, INFOS TECHNIQUES ET OPÉRATIONNELLES, ANNONCEURS PRO



### MISE À JOUR EN TEMPS RÉEL ET ACTUALITÉS SUR :

[www.mementoce.com](http://www.mementoce.com)

# OFFERT

SUR SIMPLE VISITE SUR  
LE SALONCE - FRANCECE  
DE VOTRE RÉGION\*

En partenariat avec

## SalonCE & FranceCE

LES RENDEZ-VOUS DES ÉLUS DE CE/CSE ET DES REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

\*Quantité limitée, valeur 39€<sup>TTC</sup>. Consultez le calendrier des Salons sur [www.mementoce.com/agenda-mementoce](http://www.mementoce.com/agenda-mementoce)

# ARBRE DE NOËL

**Pour les CSE qui privilégient la fête à la distribution de chèques cadeaux, l'arbre de Noël reste un grand moment de convivialité et de rencontres. Quelle que soit la formule choisie : dans un parc de loisirs ou un aquarium, à « domicile » avec un spectacle invité, avec ou sans l'aide d'un prestataire, la mise en œuvre d'un tel moment ne s'improvise pas. Quelques impératifs à respecter : l'âge et le nombre des participants et les délais incompressibles de l'organisation.**



## L'ESSENTIEL

⇒ Pour bien préparer l'arbre de Noël, il faut :

- s'y prendre à l'avance,
- prévoir des spectacles adaptés à l'âge des enfants,
- assister au spectacle du prestataire choisi (ou au moins le visionner),
- changer, d'une année sur l'autre, la thématique du spectacle pour attirer le plus d'enfants possible.

⇒ Le CSE peut organiser lui-même son arbre de Noël grâce à des solutions clé en main.

⇒ Pour les CSE à budget réduit, il est possible de se regrouper avec un CSE proche afin de négocier ensemble les prix des intervenants, de la salle et du traiteur.

⇒ Des enfants satisfaits, ce sont des parents tout aussi satisfaits. Le CSE qui séduit les enfants ravira les salariés et gagnera des points.

## L'ORGANISATION

Lorsqu'un CSE ou un comité social et économique décide d'organiser un arbre de Noël pour les enfants de ses collègues, plusieurs possibilités s'offrent à lui. Quel que soit son choix la préparation n'est pas à prendre à la légère. L'organisation en interne d'un tel événement ne nécessite pas une trop grande avance dans les préparatifs. Il suffit de déterminer le thème de la journée (cirque, magie, spectacle de chansons...) puis de démarcher les artistes et autres intervenants. Il est utile de demander à voir les artistes en situation et de faire son choix parmi tous ceux que vous aurez rencontrés. Veillez aussi à réserver et à décorer la salle dans laquelle se déroulera la journée. Attention toutefois : pour les effectifs plus réduits cette option peut s'avérer inadaptée. Avec moins de 50 spectateurs il est difficile de réaliser un spectacle, il faudra alors se tourner vers un seul intervenant et/ou organiser des petits stands (maquillage, sculpture sur ballon, initiation au cirque, etc). Une fois l'espace déterminé, il faut s'intéresser aux équipements dont le prestataire dispose. Si vous n'êtes pas équipés d'une sono adaptée, veillez à ce que l'intervenant le soit ! Pour faciliter le travail, l'organisation clé en main est la solution. Généralement adaptée aux plus gros événements, ceux qui déplacent près d'une centaine de spectateurs, cette formule permet aussi de faire son choix parmi un large éventail de prestations. Cependant, il faut s'y prendre bien à l'avance sinon l'offre devient très tendue et il sera difficile de trouver le spectacle de son choix. L'organisation débute dès le mois de janvier pour les CSE les plus importants, et avant l'été pour ceux de moins de 500 salariés. Plus le nombre d'enfants invités est important, plus il faut s'y prendre tôt. Un CSE prévoyant envisagera un grand choix de thèmes. Dont les plus courants sont les suivants : une journée au cirque avec au programme le spectacle mais aussi une visite des coulisses et une rencontre avec les animaux, une journée dans un parc d'attractions avec un espace réservé pour



les salariés et leurs enfants au moment du goûter, la représentation privée d'un spectacle à l'affiche suivie d'un goûter à proximité de la salle de spectacle, une journée au zoo ou enfin une projection privée du film de Noël, accompagnée là aussi d'un goûter de Noël. Quel que soit votre choix, pour une organisation en 2020, n'oubliez pas qu'en raison de la crise sanitaire les modalités peuvent évoluer et être plus contraignantes.

## NOËL AU CINÉMA

Un arbre de Noël au cinéma, c'est l'occasion pour les enfants de visionner, bien souvent en avant-première, le grand film de Noël. Rien à voir avec une simple invitation à voir un film, puisqu'il s'agit

d'imaginer une vraie fête dans une salle attenante à la salle de projection. Un Noël au cinéma s'adapte à l'âge des enfants, puisque l'on peut choisir le film projeté, et à la taille du CSE, les plus petites salles comptant près de 50 sièges. A titre d'exemple, le cinéma Lux de Caen met ainsi chaque année ses salles à disposition des CSE : la formule Arbre de Noël comprend l'accueil des familles dans le hall décoré, la projection d'un film dans une salle équipée des dernières technologies numériques et la distribution des cadeaux ou friandises sélectionnés par les élus. Pour la sonorisation et la mise en lumière de son événement, le CSE bénéficie bien sûr des techniciens du cinéma. A lui ensuite de choisir le film d'animation ou de fiction le plus adapté à son public parmi la dizaine de sorties du mois de décembre. Vous aurez peut-être le choix entre un dessin animé et



une comédie musicale. Et si, comme le cinéma Lux, l'établissement que vous choisissez possède deux salles, pourquoi ne pas proposer la projection de deux films différents, adaptés à deux tranches d'âge ?

## NOËL AU PARC DE LOISIRS

Pendant la basse saison, la plupart des parcs d'attractions ou de loisirs ferment leurs portes au public... mais les ouvrent en exclusivité aux CSE pour qu'ils y célèbrent leur arbre de Noël. Plusieurs formules sont possibles : la privatisation totale du site (à l'attention des gros CSE) ou la location d'une salle assortie d'un goûter/déjeuner/cocktail. **Avantage :** profiter de toutes les attractions du parc sans souffrir des habituelles files d'attente. Depuis 2007 le parc Astérix a ainsi accueilli plus d'un million de salariés invités par leur CSE autour d'un sapin festif. Ce Noël bien gaulois donne accès à plus d'une trentaine d'attractions, divers spectacles dont un grand spectacle sur glace, des expériences 3D et une flopée d'animations. Au CSE ensuite de choisir comment finaliser la fête : goûter, buffet salé et/ou sucré, dîner, cocktail déjeunatoire, brunch ou chèques sesterces à dépenser dans les points de restauration du parc.

## LES AUTRES TENDANCES

Il est possible de renouveler chaque année le point de chute de votre arbre de Noël

tant les propositions sont multiples. Dans un cirque ? Le cirque d'hiver Bouglione est ainsi très attentif aux desiderata des CSE pour leur concocter sur mesure un arbre de Noël en fonction de leur budget et des activités souhaitées. Le cirque Imagine à Lyon a plus d'un tour sous son chapiteau : outre le spectacle mené par des artistes internationaux dans un site pouvant accueillir 850 spectateurs, le cirque met à la disposition du CSE des espaces privés pour le goûter ou la remise des cadeaux, à agrémenter de quelques ateliers participatifs « Arts du cirque ». Et pourquoi pas dans un aquarium ? L'Océan Planet de Montpellier propose, outre une visite complète de l'aquarium, une séance au planétarium pour découvrir, avec des lunettes 3D, les mystères de la nuit polaire. Comme dans la plupart des sites, celui-ci organise à la demande du CSE des animations ludiques et une prestation gourmande. Et met un point d'honneur, bien sûr, à inviter le Père Noël en personne.

### ANNIVERSAIRES EN FETES

3 bis impasse de la Paix  
94200 IVRY SUR SEINE

**Organisation d'événements pour enfants pour petit CE.**

### ARTEMIA

21 rue Buffon - 37000 TOURS

**Animations, spectacles, soirées thématiques...**

### ARTS MAGIQUES

1 rue de l'Yvette  
78711 MANTES LA VILLE

**Magie, spectacles de Noël.**

### CHALET DE LA PORTE JAUNE

avenue de Nogent  
Bois de Vincennes  
75012 PARIS

**Restaurants pour réceptions, banquets, séminaires.**

### CIEL CIRQUE ARLETTE GRUSS

19 rue Victor Hugo  
80000 AMIENS

**Cirque.**

### CINE SOIREE

53 rue d'Aguesseau  
92100 BOULOGNE

**Événementiel.**

### CIRQUE ALEXIS GRUSS

41 av Corentin Cariou  
75019 PARIS

**Spectacle de cirque, organisation d'arbres de Noël, soirée événementielles.**

### CIRQUE FRANCONI

BAS PARC SAINT CLOUD  
92210 ST CLOUD

Tél. 01 43 24 33 18

**Cirque.**

### CIRQUE D'HIVER BOUGLIONE

110 rue Amelot  
75011 PARIS

**Production de spectacles, location de salles, organisation d'événements...**

### CIRQUE MAXIMUM

Poste Restante  
24410 ECHOURGNAC

**Organisation d'événements, cirque...**

### CIRQUE PINDER JEAN RICHARD

37 rue des Coulanges  
94370 SUCY EN BRIE

**Spectacle de Noël.**

### CIRQUE Tsigane ROMANES

37 rue d'Amsterdam  
75008 PARIS

**Une fête tzigane avec du cirque.**

### CONCEPT EVENEMENTS LOISIRS

15 place Indira Gandhi  
92230 GENNEVILLIERS

**Producteur spectacle, arbre de Noël...**

| CITY BREAK

# NICE

## L'ART ET L'ARCHITECTURE SOUS LE SOLEIL

**La ville de Nice a une configuration unique : elle a été façonnée par et pour le tourisme, comme l'attestent des centaines de bâtiments prestigieux et ses merveilleux musées. La destination est idéale pour qui veut placer ses balades sous le signe de l'art, de l'architecture, de la villégiature... Et du soleil exactement.**

### Pour les groupes

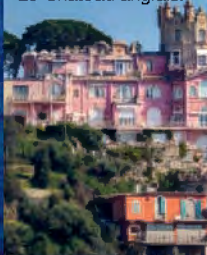
- Nice Tourime propose des forfaits spécialement

adaptés aux groupes. A titre d'exemples :  
 \* Forfait Art et Culture à Nice : 50 euros par pers. Comprend : une visite guidée d'une journée complète de Nice sur le thème de l'art et de l'architecture. Visite d'une confiserie et de l'usine Fragonard + un French Riviera Pass de 48h (accès

gratuit dans des musées à Nice et en dehors et de nombreuses activités de groupes).

\* Forfait Nice incontournable à 25 euros par pers. Comprend une demi-journée de visite guidée à pied du vieux Nice, des visites de boutiques, de musées et d'un parc animalier.  
 - Autocaristes proposant la destination Nice : Voyages Bertrand, Dunois Voyages, Atlantic Cars...

Le Château anglais.





## So Nice, autres curiosités

\* **La cathédrale orthodoxe russe Saint-Nicolas.** L'édifice, le plus important de ce type en dehors de la Russie !, témoigne de l'importante émigration russe des années 20 et 30.

Une riche décoration d'icônes et de boiseries sculptées.  
[sobre.fr](http://sobre.fr)

\* **Un circuit Art déco.** La ville offre de magnifiques constructions des années 1920-1930, stimulées par l'immigration massive à Nice d'artistes et d'architectes italiens, russes, arméniens. Ces immeubles, dont certains iconiques comme le Gloria Mansion qui fourmille de détails stylisés, valorisent les formes « paquebot », le béton coloré, les façades incrustées de nacre...

\* **S'échapper de Nice vers :** le musée océanographique

de Monaco, à une trentaine de km de Nice // la villa et les jardins Ephrussi de Rothschild, sur la presqu'île du Cap Ferrat // La verrerie de Biot, labellisée Entreprise du patrimoine vivant, qui gère tout un complexe autour du verre bullé contemporain (galerie, magasin, restaurant) // Marineland d'Antibes : parc zoologique et aquatique, parc de jeux pour enfants, delphinarium...

\* **Visites guidées, proposées par l'Office de tourisme métropolitain Nice Côte d'Azur :** « Découvrez le cœur de Nice », « Tours gastronomiques », « Centre du patrimoine », « Nice au rythme de ses façades »...  
[www.nicetourisme.com](http://www.nicetourisme.com)

\* En raison de la crise sanitaire, certaines visites ou entrées de sites touristiques peuvent être provisoirement annulées ou modifiées.



© Ville de Nice / Issock OTCN / OTMNCA / VDN



Cours Saleya.



La Gare du sud.



L'hôtel Negresco.



Le MAMAC.



La Gare du Sud, nouvelle halle gourmande.



La Tête carrée, un immeuble de bureaux en forme de sculpture.

© Ilan Deine / Issock/OTNC - OTCMNCA / Lisa Delsol /

Les peintres d’hier ont popularisé son lacs de ruelles médiévales. Les photographes d’aujourd’hui extrapolent ses couleurs italiennes, son ocre doré, son rouge de Turin. Le touriste, lui, s’égare entre de petites chapelles et des escaliers à pic : le Vieux-Nice, ville basse collée à un rocher, est bien cette pépite baroque d’une beauté à mettre sous cloche. Elle constitue avec la Promenade des Anglais l’image d’Épinal de Nice. De quoi conférer à la ville un statut d’aimable station balnéaire ? Pourtant la ville du Négresco, peinte par Matisse, décrite par Romain Gary et Patrick Modiano, est bien plus que cela : une ville nouvelle qui a été façonnée en un siècle et demi par la seule activité du tourisme. La cinquième ville de France a inventé l’hivernage (la villégiature de la saison d’hiver) et le porte dans ses gènes, c’est-à-dire dans son architecte.

## VACANCES D’HIVER

C’est ce que s’attache à démontrer la Mission Nice Patrimoine mondial. L’organisme a pour mission de porter, arguments à l’appui !, la candidature de Nice à l’inscription par l’Unesco sur la liste du patrimoine mondial. Avec, à terme et dans le meilleur des cas, une inscription en juillet 2021. A la surprise générale, la mission ne s’est pas concentrée sur le quartier et l’époque baroque de Nice. Elle a préféré démontrer, en élargissant le



Le port de Nice.



Le Palais de la Méditerranée.





La place Masséna où veille l'œuvre artistique de Jaume Plensa.



l'extérieur, climat doux oblige. La ville est quadrillée de rues aérées, une trame étirée en éventail pour que dans toutes les avenues les habitants profitent de la vue sur le Mont-Chauve en arrière-plan.

## TOITS-TERRASSES ET POINTS DE VUE

périmètre à inscrire, comment le paysage urbain de Nice s'est développé, sans fonction industrielle ou administrative, uniquement grâce au tourisme. Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle la petite bourgade de Nice rattachée au royaume de Piémont a attiré du mois d'octobre à celui de mai les élites européennes qui appréciaient son climat, sa végétation et son cadre pittoresque. Les Britanniques, adeptes des balades plus que des baignades, ont terrassé en bordure de mer une piste cavalière qui deviendra la Promenade des Anglais. En 1860, la ville est rattachée à la France et l'arrivée du chemin de fer accélère son essor économique. Habitants et collectivités s'accordent alors à favoriser ce tourisme en concevant des infrastructures adaptées. Une ville nouvelle est née. En cinquante

ans, de 1880 à 1930, sous l'impulsion d'architectes turinois puis internationaux, la ville va croître de façon homogène, tout en incorporant les tendances architecturales de chaque décennie, le néoclassicisme, la Belle Époque, l'Art déco, puis le modernisme... Le périmètre résidentiel de 550 hectares qui sera soumis à la candidature comprend villas, hôtels, palaces, casinos, immeubles de rapport, lieux de loisirs, restaurants, églises, et même jardins exotiques..., répandus entre le front de mer et le sommet des collines. Soit des centaines et des centaines d'immeubles dédiés, peu ou prou, à l'agrément. Et l'on note dans chacun d'entre eux des éléments caractéristiques du style balnéaire : bow-windows, loggias et balcons filants pour profiter de

Mais reprenons le cours de l'histoire et de la balade depuis la pointe ouest de la Promenade des Anglais. Sept kilomètres mondialement connus. À main droite, les plages, rythmées de chaises bleues. L'ancestrale chaise niçoise à accoudoirs a été revisitée en métal et peinture epoxy par Jean-Michel Wilmotte dans les années 90. À main gauche, le Gloria Mansion, édifice iconique de style Art déco, le plus que centenaire Négresco aux allures pâtisseries sous son dôme rose, puis le Palais de la Méditerranée à la façade classée en béton armé... À l'orée de la ville basse les Ponchettes sont d'anciens bâtiments commerciaux du XVIII<sup>e</sup> siècle avec des toits-terrasses sur lesquels on déambulait jusqu'aux années 60. La place Masséna, superbe esplanade entourée de bâtiments à arcades, accueille



Hôtel Windsor.

## Les jours et les nuits, carnet pratique

- **Dormir à l'hôtel Windsor.** La famille Redolfi, qui tient l'établissement depuis plus de soixante ans, a confié toutes ses chambres à des artistes : Claudio Parmiggiani a fait de la sienne un cube doré, François Morellet a peint un rayon de soleil qui rebondit du sol au plafond, un autre a transformé l'ascenseur en capsule de fusée. L'hôtel bénéficie aussi d'un excellent restaurant et d'un jardin tropical

aménagé autour d'une piscine. [www.hotelwindsornice.com](http://www.hotelwindsornice.com)  
... ou à l'Ibis Styles Nice Aéroport Arenas. Très bien situé à l'entrée ouest de Nice, et à proximité de l'aéroport, du tramway et d'un parc animalier. A 15 mn de route du centre-ville. Un hôtel récemment rénové, design, avec un beau buffet pour le déjeuner.

- **Déjeuner chez Miamici.** Ce tout jeune restaurant intégré

dans un hôtel privilégié, comme son nom l'indique, les plats italiens revisités. Toute l'équipe connaît par cœur les plats à la carte et la provenance des produits et vous en parle avec conviction. [www.mi-amici.com](http://www.mi-amici.com) ...

ou dans la Gare du Sud - Ce fut la plus grande gare de Nice. Désaffectée pendant vingt ans et même démontée, sa halle aux trains a été sauvée in extremis et inscrite aux monuments historiques. La voilà non seulement reconstruite mais embellie et transformée en halle gourmande. Dans la nef, on déguste des plats locaux sur de grandes tables d'hôtes (dont la fameuse socca, galette de farine de pois chiche), tandis que la mezzanine est occupée par des espaces de prêt-à-porter vintage. [lagaredudsud.com](http://lagaredudsud.com)

- **Dîner aux Deux Terrasses.** Ici, tout est généreux : l'accueil de Martina Oberwanger qui reçoit ses clients avec l'enthousiasme qu'on réserve aux amis, et la cuisine méditerranéenne de Matteo, relevée d'herbes et de saveurs. Plats signatures : le carpaccio de poulpes et les « croquilles » d'escargots (lesdites coquilles sont réalisées en pain croustillant et servies sur un lit de lentilles !). [ww.les2terrasses.fr](http://ww.les2terrasses.fr)



Le musée Chagall.



Conversation à Nice, une œuvre contemporaine de Jaume Plensa. De là se déroule le ruban de pelouse du Paillon, un ancien cours d'eau recouvert de massifs, de miroirs d'eau et de terrains de jeu. Il est prolongé par l'avenue des Arts où se déclinent le Théâtre national de Nice et le musée d'Art moderne et d'Art contemporain. Un bâtiment incongru y pointe son menton, la Tête carrée. C'est la seule structure habitée de France en forme de sculpture : ce cube de cinq étages recouvert d'un treillis métallique (et qui abrite les bureaux de la bibliothèque Louis Nucéra) repose sur un bas de visage masculin monumental en béton, imaginé par le plasticien niçois Sasha Sosno. Mais levons les yeux vers la colline du Cimiez : on distingue dans l'exubérante verdure d'anciens palaces prestigieux devenus résidences d'habitation. Dont le Régina (construit pour répondre aux exigences de la reine Victoria en matière de confort), le Riviera Palace (assez grand pour loger

tous les voyageurs d'un même train), l'Hermitage (qui possédait son propre funiculaire !)...

## NICE LA CONTEMPORAINE

Ville de la Riviera italienne, Nice a transformé ce terme géographique en nom commun. La riviera désignant aujourd'hui toute côte maritime entourée de montagnes qui bénéficie d'un climat agréable favorable à la villégiature. Une fois l'inscription acquise (si tel est le cas), Nice ne misera pas sur un afflux supplémentaire de touristes, mais sur une

attention plus grande portée par les propriétaires niçois à leur inestimable patrimoine. Pendant ce temps, la capitale de la Côte d'Azur n'en rentre pas moins dans le XXI<sup>e</sup> siècle. À l'ouest, près de l'aéroport, dans la plaine du Var, c'est tout un écoquartier qui sort de terre, l'Éco-Vallée, portée notamment par des signatures internationales, Jean Nouvel, Willemte, Sou Fujimoto... Dans ces ensembles en projet, dédiés au business, à la résidence et aux échanges multimodaux, une constante : l'architecture méditerranéenne. Ils affichent tous des coursives extérieures, des escaliers à fleur de façade ou des balcons aux formes organiques. Pour vivre à l'extérieur, à la mode niçoise.

### Coups de cœur

**Le musée d'Arts asiatiques** : Un joyau d'architecture moderne, mélange de cubes et de courbes, de murs massifs en marbre blanc et de parois légères en verre ! Édifié en 1997 par

l'architecte japonais Kenzo Tange (auteur du Mémorial de la paix à Hiroshima), réouvert en janvier 2020 après quelques mois de travaux, ce musée met plus que jamais en valeur les cultures asiatiques. Près de l'aéroport. [maa.departement06.fr](http://maa.departement06.fr)

**Musée Chagall** : Inauguré en 1973 sur la colline de Cimiez, le musée Marc Chagall est le seul musée français consacré à un peintre de son vivant. Comme Chagall avait fait don à l'État français d'un cycle de dix-sept tableaux monumentaux, le Message biblique, Nice a offert en retour un terrain où construire son écrin. Avec notamment une grande salle conçue selon un plan complexe pour offrir en un seul regard douze murs aux douze tableaux de La Genèse et de L'Exode. Chagall a aussi réclamé un auditorium, un bassin et un jardin. Tout ici révèle combien son œuvre est traversée de détails oniriques et de souvenirs personnels.

[www.musees-nationaux-alpesmaritimes.fr](http://www.musees-nationaux-alpesmaritimes.fr)

**MAMAC** : Le musée d'Art moderne et d'Art contemporain est consacré à l'école de Nice, au Nouveau

Réalisme, à la figuration libre... Avant de traverser les étages, contemplez donc sa silhouette de forteresse, soit quatre tours reliées entre elles par des passerelles vitrées sur lesquelles vous pourrez déambuler. Chaque façade recouverte de marbre de Carrare a été dédiée à un artiste, Sol Lewitt, Claude Viallat (qui réinvente Le Déjeuner sur l'herbe), Arman (et son empilement de centaines de chaises bleues)... [www.mamac-nice.fr](http://www.mamac-nice.fr)

### L'École d'art de la Villa Arson

: Il faut absolument partir à la découverte de cette école expérimentale, symbole de la décentralisation voulue par André Malraux. Elle a été construite en 1972 sur un terrain très pentu de la colline de Cimiez et enchâsse au milieu de ses bâtiments en béton et galets une villa rose du XVIII<sup>e</sup> siècle. Cette architecture moderne rappelle un village aux ruelles labyrinthes qui desservent de grands ateliers pour les étudiants. Vue splendide sur Nice depuis ses toits-terrasses hérissés de pyramidions en verre (qui diffusent la lumière naturelle au cœur des ateliers). École et centre d'exposition, ouverte à tous, la Villa Arson est aussi un lieu de promenade. [www.villa-arson.org](http://www.villa-arson.org)



# MÉDIA CE

LE MAGAZINE DES ELUS DE CSE  
& DES REPRESENTANTS DU PERSONNEL

RESTEZ CONNECTÉ SUR TOUTE L'INFO POUR VOTRE CSE



IMPUTABLE SUR LE  
**0,2%**  
DE FONCTIONNEMENT



**NE MANQUEZ PAS NOS PROCHAINS NUMÉROS**

**Oui**, nous nous abonnons à Média CE pour 1 an : 5 numéros + 2 hors-séries au prix de 120 € TTC

CE \_\_\_\_\_  
Responsable \_\_\_\_\_  
Fonction \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. \_\_\_\_\_ Fax \_\_\_\_\_  
E-mail \_\_\_\_\_ Effectif \_\_\_\_\_

fait à \_\_\_\_\_ le \_\_\_\_\_  
Bon pour accord  
  
Signature :

Par courrier : en retournant ce coupon-réponse à Média CE - 44 rue Garibaldi 94100 - Saint-Maur-des-Fossés  
Nous réservons notre abonnement dès à présent et joignons notre règlement de \_\_\_\_\_ €  
Tél : 01 41 81 03 20 - email : abonnement@mediace.fr



Abonnement renouvelable par tacite reconduction, hors promotion  
dénonciable par simple lettre recommandée 3 mois avant l'expiration.  
Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un  
droit d'accès et de modification des informations vous concernant.  
Média CE est enregistré auprès de la CNIL sous le numéro 849444

| PLEIN AIR

# CAMPINGS À LA CONQUÊTE DE L'ESPACE

Plus vertes, plus grandes, plus sûres seront les parcelles de camping dont rêvent les Français à l'approche de leurs vacances. En pleine crise sanitaire, l'hôtellerie de plein air a bien des avantages. Et avant tout celui d'offrir de l'espace. En orientant les salariés vers des chaînes à taille humaine, capables de personnaliser leurs séjours, le CSE répondra à leurs attentes. Pour les campings, il est temps d'inventer les tendances de demain.

## QUOI DE NEUF SOUS LE SOLEIL DE L'ÉTÉ ?

Des quartiers CSE - Respectivement situés dans les Landes et dans le Pays basque, les campings Sylvamar et Ilbaritz (de la chaîne Yelloh! Villages) ont rassemblé dans un quartier harmonieux l'ensemble de leurs hébergements dédiés aux CSE. Fini le mobil-home du CSE perdu au milieu des locatifs et qui change de place chaque année au gré des reconfigurations du camping. Sylvamar compte entre 10 et 12 mobil-homes (pour 40 ou 60 personnes) tandis qu'avec 3 mobil-homes CSE en place, Ilbaritz comprend encore trois emplacements disponibles. Tous se situent en lisière d'un quartier premium ou piétonnier, gage de sécurité et d'environnement agréable.

Bienvenue chez... Marvilla Parks (Homair) - La convivialité, la liberté, la gentillesse... telles sont les valeurs que revendique Homair depuis près de 30 ans. Et que cet acteur de référence de l'hôtellerie de plein air en France et en Europe entend bien promouvoir dans son nouveau concept de campings-villages lancé fin mai. Les 30 campings labellisés Marvilla Parks privilégieront

les espaces arborés et paysagés, une large palette d'activités sportives et culturelles et des équipements de dernière génération. De quoi répondre à l'attente des vacanciers épris de nature, certes, mais aussi de confort. Avec le slogan « Bienvenue chez vous ! Bienvenue chez nous » les Marvilla Parks affichent leur volonté de « singulariser et de personnaliser » le séjour de chaque client. [www.marvilla-parks.com](http://www.marvilla-parks.com)

Tente à louer - Parce que le (néo)campeur n'a pas toujours la possibilité de stocker son matériel, ou de l'utiliser régulièrement, ni même d'investir !, la marque Quetchua a lancé en partenariat avec Décathlon la « location de tente ». Le principe est simple : le vacancier loue son matériel sur le site [location.quetchua.fr](http://location.quetchua.fr), en profite dans le camping de son choix puis retourne son kit location en point relais ou auprès d'un camping partenaire (Le French Time, notamment, joue le jeu !). Attention, il ne s'agit pas de n'importe quel matériel de camping, mais de la tente 2 Seconds Easy... qui, comme son nom l'indique, est aussi rapide à monter qu'à replier, digne héritière de la tente 2 Seconds (produit iconique de la marque Quetchua créée en 2005) mais plus facile à



Les Flower Campings s'adressent à une clientèle familiale, en quête de tranquillité et d'hébergements atypiques.



Des mètres carrés de vide autour du mobil-home et la nature pour toute ligne d'horizon : l'hôtellerie de plein air n'a pas attendu la crise sanitaire du coronavirus pour faire l'apologie de la distanciation sociale. Quoique sous l'appellation plus attrayante de « préservation de l'intimité ». Voilà un atout qui pourrait bien, en cet été 2020, faire des campings des destinations très prisées. La chaîne Le French Time (dont 60 % du réseau devait être réouvert au 4 juillet 2020) attend ainsi de 60 à 70 % de remplissage en juillet et en août. « Et plus encore si l'on compte sur la clientèle belge ou néerlandaise. Certes, les groupes ne se mobilisent pas du tout sur 2020, mais on a déjà beaucoup de réservations pour 2021 », explique Véronique Decamps, gérante de la chaîne. Né de l'union de deux chaînes de campings historiques, Les Castels (4 et 5 étoiles) et Sites et Paysages (plus « nature » et participatifs), Le French Time a tâté le terrain auprès de ses clients à l'aide d'une enquête réalisée pendant le confinement. Résultat : « Le camping répondait encore à tous les critères du moment : authenticité, nature, sécurité. Pour nos clients, le camping restait une valeur sûre et une destination privilégiée, plus que la famille ou les Airbnb ».

Chez Flower Campings, une chaîne de 130 campings familiaux en France, on croise aussi les doigts : « Nous avons déjà une dernière semaine d'août

exceptionnelle en termes de réservations et nous sentons que septembre va très bien marcher. De même que le remplissage de dernière minute, estime Laurent Seigne, président d'une chaîne qui a été l'une des premières, dès le mois de mai, à mettre ses atouts en avant : densité moyenne de 100 m<sup>2</sup> par emplacement, équipes formées aux règles sanitaires propres au Covid-19, réservations sans acompte ni frais de dossier (du moins pendant les premières semaines du déconfinement)... « L'espace est une donnée essentielle sur nos sites, qui restent par ailleurs très familiaux : séniors, tribus, jeunes enfants, pas vraiment une population festive mais en quête de tranquillité. De plus, nous nous sommes particulièrement diversifiés dans les hébergements (mobil-homes, lodges, cabanes sur pilotis...) pour que chacun vive une expérience ».

## ET TOUJOURS DE L'AMBIANCE

Le feu vert donné par le gouvernement pour la réouverture des sites en a surpris plus d'un par sa rapidité. Mais tous les campings se sont mis en ordre de bataille, quitte à rouvrir « lentement mais sûrement » sur l'ensemble du territoire. Avec la double promesse de ne pas augmenter les tarifs et de prolonger

exceptionnellement l'ouverture jusqu'en octobre ou novembre. « Pour sauver la saison grâce à un été indien » ! Leur objectif est commun : assurer la sécurité sanitaire sans rien enlever à la convivialité. Pour la plupart, pas question de casser l'ambiance avec des marquages au sol ! « Il faut que le client ne se rende compte de rien, qu'il oublie les contraintes et nous fasse confiance », assure Laurent Seigne. « Et puis, les campings ont toujours été des pros de la désinfection », rappelle Véronique Decamps. Les campings s'alignent de fait sur les mêmes directives et contraintes : en premier lieu retravailler l'accueil du client en favorisant le check-in en ligne. Equipements collectifs, piscines et sanitaires font l'objet d'une surveillance accrue. Flower Campings annonce ainsi « travailler avec une organisation sanitaire indépendante qui a validé nos pratiques. Piscine, rampes, portillons, plage, tout est extrêmement surveillé. Ce qui rassure le client ? Que nous ayons sur chaque site un « responsable Covid » (1).

Mais quid des animations programmées dans les sites ? A défaut de supprimer des services, les campings les aménagent : horaires de clubs enfants plus courts, jeux collaboratifs remplacés par des séances de contes, dîners partagés où chacun apporte son panier repas... Priorité est donnée aux activités de plein air. La chaîne Sunélia





Dans un camping Huttopia, l'hébergement privilège le bois, la toile... et le confort.

## LES CAMPINGS LES PLUS « NATURE »

**Huttopia - Nature ET confort.** Inspirée par son expérience canadienne, la famille Bossanne a créé une chaîne familiale à taille humaine pour jouer la carte de la déconnexion et du slow tourisme. Vastes emplacements nus, intégration paysagère... Plus qu'un concept : une philosophie de vie. Céline et Philippe Bossanne ont dessiné eux-mêmes les hébergements locatifs, en réaction au tout mobil-home : des matériaux bruts, de la toile et du bois non traité, une plateforme pour poser une tente, un jeu de pilotis pour surélever une cabane. La chaîne est constituée, en France, de 33 Campings Huttopia et de 4 Villages Huttopia.  
 Surface d'un emplacement nu :  
 Dans un Camping Huttopia : entre 100 et 155 m<sup>2</sup>.  
 Surface d'un emplacement locatif :  
 Dans un Camping Huttopia : entre 160 et 350 m<sup>2</sup> ;  
 dans un Village Huttopia : entre 300 et 500 m<sup>2</sup>.



Un camping Via Natura.

**Via Natura - Respect et découverte de l'environnement.** La chaîne La Via Natura se définit comme un acteur de l'éco-tourisme et propose des séjours... engagés. Dans une vingtaine de campings à taille

humaine, les propriétaires transmettent leurs valeurs et les vacanciers mettent la main à la pâte. Destinées tout autant à protéger l'environnement qu'à réaliser des économies, les actions menées par tous sont communes à tous les campings de la chaîne : limitateurs d'eau dans les hébergements, utilisation exclusive de leds, tri sélectif, usage de

composteurs... Chaque année, la chaîne se remue les méninges autour d'une « action commune » attendue par les clients fidèles.  
 Surface d'un emplacement : 108 m<sup>2</sup>.

**C'est si Bon - Comme son nom l'indique.** Petite par la taille, cette chaîne de quinze campings ne recrute que des propriétaires adeptes du bien-vivre. Lesquels mettent un point d'honneur à faire découvrir aux clients les bons produits de leur terroir. La dégustation (vins, foie gras, fromages...) reste le pêché mignon, ou le fer de lance !, de ces campings qui organisent sur place des marchés de producteurs locaux et des soirées barbecue ou paella.  
 Surface moyenne d'un emplacement nu : 115 m<sup>2</sup>.  
 Surface moyenne d'un emplacement locatif : 115 m<sup>2</sup>.



Le camping Le Moulin du Bel Air (C'est si Bon).

**Onlycamps - Une paix royale.** Onlycamp by Récréa est petite chaîne de sept campings qui offre des séjours authentiques aux amateurs de vélo et de châteaux. La ligne d'implantation des campings Onlycamp suit peu ou prou le tracé de la Loire, depuis le département du Loiret jusqu'à l'Atlantique, dans une région classée au patrimoine mondial de l'Unesco. On peut donc « onlycamper » près d'Amboise ou d'Azay-le-Rideau. La marque avoue par ailleurs un vrai penchant pour les équipements atypiques, cabanes

(dont les sites proposent des grandes parcelles et une densité de 33 emplacements par hectare) a « réinventé » ses prestations sous le concept du Sunélia Care et programme des animations sportives centrées sur le bien-être et la remise en forme. La chaîne Le French Time entend quant à elle remettre au goût du jour « les chasses aux trésors, le géocaching, mais aussi les randonnées, la découverte de la montagne, pour des petits groupes de 10 à 15 personnes. En fait, nos clients seront plus chouchoutés, dans des séjours plus personnalisés. Ce vers quoi tendaient déjà des campings à taille humaine comme Sites et Paysages ». « C'est plus que jamais l'occasion d'initier les gens au plein air, ajoute Laurent Seigne de Flower Campings. Et d'insister sur la découverte du territoire. Dans nos campings, nous participons beaucoup à la vie locale, nous incitons nos clients à partir à vélo, à découvrir les marchés... »

## VERS DES PRESTATIONS PLUS PERSONNALISÉES

Et si la crise du Covid-19 agissait comme un accélérateur de tendances ? Cristallisant des décisions amorcées depuis des années, dont un gain d'espace pour chaque client. On assiste ainsi à la végétalisation des parcelles, au développement des quartiers premium et des quartiers sans voiture (pour plus de sécurité sur le site et un cadre plus esthétique) et surtout à l'individualisation des services. Pour Laurent Seigne, « il y aura un après-Covid avec des équipements plus personnalisés. Nous l'avions presque...anticipé !, puisque nous avons déjà présenté un produit pour les emplacements nus : le client qui vient avec sa tente ou son camping-car pourra bénéficier de son sanitaire individuel avec une belle douche et d'une cuisine équipée d'un évier et d'une table conviviale. Bien sûr, pas de béton ni de plastique. Tout cela correspond à une attente profonde chez ceux qui n'aiment pas les équipements collectifs. Et c'est au cœur des



Plaisirs du plein air dans un camping Le French Time (Le Brévedent).



La distanciation sociale ? Elle n'aura pas la peau de la convivialité. Dans un camping Via Natura.



De l'intimité pour chacun, dans un camping Only Camps (Le Bléré) / © F. Paillet.

problématiques de demain ». D'ailleurs, le confinement n'a pas signé la fin des travaux dans les campings, loin de là : on annonce dans les chaînes la finalisation de nombreux complexes aquatiques (dotés de toboggans spectaculaires ou d'une vraie plage de sable fin !) comme l'ouverture de modules de loisirs : bibliothèque, cabane à vélo, jardin partagé... Mais aussi de plus en plus d'hébergements suréquipés et sophistiqués dédiés aux familles élargies ou aux tribus (deux mobil-homes individuels reliés par une terrasse commune). Dans les chaînes qui

regroupent des campings de taille plus intimiste, propriétaires ou gérants misent toujours sur la dimension familiale du site. On ne va pas au camping du Lac mais chez « Francine et Jean-Claude ». Ils comptent aussi sur les liens tissés avec le territoire et les acteurs locaux, producteurs, artisans, guides... Pour qu'en 2020 « camping » rime avec « repos » ET « tourisme ».

*(1) La Fédération nationale de l'hôtellerie de plein air publie sur son site [www.fnhpa-pro.fr](http://www.fnhpa-pro.fr) un protocole sanitaire pour les campings et parcs résidentiels de loisirs.*

Le spécialiste des vacances en mobil-home  
dans plus de 130 top-destinations en Europe



## LES AVANTAGES POUR VOTRE CSE

- Un savoir-faire unique : + 1 500 CSE & Collectivités nous font déjà confiance
- Des offres parfaitement adaptées à vos besoins, avec ou sans engagements
- Des tarifs avantageux : jusqu'à 60% de remise
- Une équipe dédiée et un interlocuteur unique

## LES AVANTAGES POUR VOS AYANTS DROIT

- Des tarifs préférentiels et des promotions toute l'année
  - Des vacances réussies dans des campings-villages haut de gamme
- Toujours plus de clients satisfaits**
- Nos mobil-homes, confortables, tout équipés sont prêts à vous accueillir
  - Nos équipes sur place à votre service



## CONTACT

04.42.95.77.71

et

[commercial@homair.com](mailto:commercial@homair.com)

Homair Vacances - 570 avenue du club hippique - Immeuble le Derby - 13097 Aix n Provence Cedex 02

Retrouvez nos offres, nos affiches et les informations dont vous avez besoin sur [www.homair.com/ce](http://www.homair.com/ce)

*Missions légales récurrentes*



Consultation annuelle sur  
la situation économique  
et financière

Consultation sur la  
politique sociale, les  
conditions de travail et de  
l'emploi

Orientations Stratégiques  
de l'entreprise

*Missions légales ponctuelles*



Licenciement

Alerte

OPA

Concentration

*Missions conventionnelles*



Tenue de comptabilité

Révision des comptes

Etablissement des états  
financiers

Social (Paies et déclarations  
sociales)

Conseil

Assistance à la rédaction du  
rapport de présentation des  
comptes

60 Rue Racine  
69100 VILLEURBANNE  
04 78 69 17 81  
[www.mericassocies.com](http://www.mericassocies.com)

&

58 A Rue du Dessous des Berges  
75013 PARIS - 01 56 59 13 50

